

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1765 - 24 mai 2002 - prix : 1 €

Lutte Ouvrière :
560 candidats

**CONTRE
LA DROITE
CYNIQUE ET
LA GAUCHE
HYPOCRITE**

**Pas de trêve
pour les
plans de
licenciements**
p. 13

**Le PS promet...
ce qu'il n'a pas
fait pendant
cinq ans !**
p. 11

**Raffarin-
patronat :
le courant
passe...**
p. 4

**La Fête
de Lutte Ouvrière
en images**



p. 7, 8, 9 et 10

Sommaire

Politiciens

- p 4 ■ Raffarin et le patronat : une histoire de gens heureux.
- Marchandage pour des sièges à droite comme à gauche.
- p 5 ■ PCF : une vérité à géométrie variable.
- Les électeurs en démocratie surveillée.
- La campagne radio-télévisée.
- p 6 ■ La « parité » selon les partis de gouvernement dans les élections législatives.
- p 11 ■ Le programme électoral du Parti Socialiste.
- La fumée des flash-balls et ceux qu'elle vise.

Tribune

- p 6 ■ Le 9 juin, contre les cliques de Chirac et Hollande.

La fête

- pages 7, 8, 9 et 10.

Leur société

- p 12 ■ Les réunions publiques Lutte Ouvrière.
- Rivoire et Carret-Lustucru (Arles).
- p 13 ■ Une nouvelle vague de plans sociaux.
- Chute mortelle d'un enfant dans un ascenseur.

Dans les entreprises

- p 14 ■ L'héritage de l'exploitation à Clermont-Ferrand.
- A propos de la SNCF et de RFF.

Dans le monde

- p 15 ■ Allemagne : un accord qui n'égratigne même pas les profits patronaux.
- Occident terre d'asile ?
- p 16 ■ Tunisie : un référendum, une dictature et des profits.
- TotalFinaElf et la dictature birmane.

RÉUNIONS PUBLIQUES avec Arlette LAGUILLER

CLERMONT-FERRAND
Lundi 27 mai à 18 h 30
Maison du Peuple
place de la Liberté

NANTES
Mardi 28 mai à 20 h 30
Salons Mauduit
rue Arsène-Leloup
Tram, arrêt Chantiers Navals

TOULOUSE
Mercredi 29 mai
à 19 heures
22, allées de Barcelone

LYON
Vendredi 31 mai
à 20 heures
Palais de la Mutualité
1, place Antonin-Jutard
Métro : Guillotière

MARSEILLE
Samedi 1^{er} juin
à 15 h 30
Château des Fleurs
16, bd Michelet
Métro : Rd-Point-du-Prado

STRASBOURG
Lundi 3 juin
à 20 heures
Palais des Congrès
place de Bordeaux

METZ
Mardi 4 juin
à 18 h 30
Salle Braun
16, rue Mozart

LILLE
Mercredi 5 juin
à 19 heures
Salle « le Splendid »
Lille-Fives, Mont de Terre

RENNES
Jeudi 6 juin
à 18 h 30
Au Triangle
boulevard de Yougoslavie,
Métro : Triangle

HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR
(près de Caen)
Vendredi 7 juin
à 18 h 30
La Fonderie



PARIS

Jeudi 30 mai à 20 h 30 à la Mutualité

24, rue Saint-Victor Paris 5^e — Métro : Maubert-Mutualité

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:
LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org
Union Communiste : <http://www.union-communiste.org>
E-mail : contact@union-communiste.org

La Société d'Éditions de Lutte ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 48 43 65 58 est une SARL au capital de 7622,45 € (50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage 15400 exemplaires. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 150 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, voie aérienne	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarif sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLÉMENT D'ADRESSE
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement :
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins
d'entreprise du 20 mai 2002

CONTRE LA DROITE CYNIQUE ET LA GAUCHE HYPOCRITE

■ En appelant à plébisciter Chirac, les partis de gauche battus ont voulu éviter d'avoir à expliquer pourquoi le Parti Communiste et le Parti Socialiste ont découragé 4 millions de leurs électeurs. Ils ont évité d'avoir à expliquer ce qu'ils ont fait, pendant les cinq ans passés au pouvoir, et évité surtout de se demander ce qu'ils n'ont pas fait.

Pour éviter d'avoir à se justifier, ils ont agité comme une cape la baudruche Le Pen devant les yeux des électeurs.

Aujourd'hui, avec les législatives, la gauche va commencer à nous dire que la droite ne doit pas passer. Ce ne sera plus à Le Pen qu'il faudra barrer la route, sauf dans quelques endroits, mais ce sera aux candidats de Chirac !

Si les partis de gauche sortent vaincus des élections législatives, ils l'auront bien cherché. On ne peut présenter un jour Chirac comme le rempart, le défenseur de la démocratie, et le lendemain découvrir qu'il est porteur d'idéologies antisociales, voire réactionnaires !

La situation des classes populaires, du monde du travail, des plus exploités de la société, s'est aggravée, au point qu'il y a aujourd'hui 9 millions de personnes qui ont moins de 4 000 francs par mois pour vivre, alors que, même avec le smic, il est de plus en plus difficile de vivre.

Il y a des quartiers, ceux qu'on appelle sensibles, où il y a jusqu'à 30 %, et même plus, de la population active qui est au chômage. C'est trois fois plus que la

moyenne nationale.

Il y a des gens qui vivent dans des logis manquant du moindre confort, quand ils ne sont pas des taudis insalubres.

Et il y a 100 000 personnes qui sont absolument sans abri.

C'est inacceptable qu'un gouvernement qui se prétend au service des classes populaires n'ait pas tout fait pour remédier à une telle situation.

Voilà pourquoi la gauche a perdu des électeurs. Et voilà le retour sur eux-mêmes qu'ils auraient pu et dû faire, s'ils avaient été honnêtes vis-à-vis de leur électorat.

Pour les législatives, ils se présentent donc, tout de blanc vêtus, en oubliant leurs cinq ans au pouvoir, où ils n'ont rien fait pour les masses laborieuses.

Nous allons voir s'affronter la gauche, qui a menti pendant cinq ans, et la droite qui veut pouvoir mentir pendant les cinq ans à venir.

La droite comme la gauche ne feront rien pour diminuer le chômage dans les banlieues sacrifiées et rien pour augmenter les moyens et les effectifs de l'Éducation nationale dans ces banlieues. C'est-à-dire rien de fondamental pour diminuer la délinquance.

En ce moment même, des plans de licenciements pèsent sur des centaines de travailleurs dans des villes comme Soissons ou Fécamp, et des milliers à l'échelle du pays. Ces licenciements vont ruiner les artisans, les commerçants de ces villes, et même d'autres professions

comme les médecins. Cela coûte très cher à la collectivité.

Si l'on attend des mesures efficaces – et seules des mesures radicales seraient efficaces – du gouvernement qui sortira des urnes, on sera déçu. C'est pourquoi sa couleur importera peu. D'ailleurs, la gauche elle-même nous a dit qu'il n'y avait pas de différence fondamentale entre elle et Chirac.

Lutte Ouvrière présente des candidats dans toutes les circonscriptions du pays, pour défendre des revendications indispensables comme l'interdiction des licenciements collectifs, la levée du secret des affaires, afin que les travailleurs, la population, aient leur mot à dire dans la marche des grandes entreprises.

Il faut continuer à nous battre pour que la situation du monde du travail ne s'aggrave pas.

Alors, le 9 juin, vous aurez partout l'occasion de voter pour une candidate ou un candidat de Lutte Ouvrière, de voter pour un programme revendicatif qui, seul, pourra changer le rapport de force entre le grand patronat et le monde du travail.

Arlette LAGUILLER

LES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE



Aux élections législatives du 9 juin, Lutte Ouvrière sera présente dans les 555 circonscriptions de la France métropolitaine (ce qui inclut les quatre circonscriptions de la Corse), ainsi que dans les cinq circonscriptions de l'île de la Réunion. Soit au total 1 120 candidats, titulaires et suppléants, et 560 circonscriptions, sur les 577 au total que comptent la France métropolitaine et les Départements et territoires d'Outre-Mer. Ajoutons que dans ces derniers, outre les cinq candidats de la

Réunion, nos camarades du groupe Combat Ouvrier des Antilles présenteront une candidate en Martinique et deux candidats en Guadeloupe.

Ces candidats sont issus des milieux populaires : ouvriers, employés et techniciens, postiers et agents des télécom, enseignants, personnel hospitalier, médical et paramédical, cheminots, chômeurs, mères de famille... Et puis la parité est bien respectée puisque, sur les 560 candidats, on compte 283 femmes et 277 hommes.



Raffarin.

AFP

RAFFARIN – PATRONAT, UNE HISTOIRE DE GENS HEUREUX

Après sa désignation, le Premier ministre Raffarin s'est empressé de démontrer que, contrairement à son prédécesseur, il sait « dialoguer ». Il a donc reçu les représentants des organisations syndicales, qui ont accepté avec un zèle non dissimulé de répondre à l'invitation. Et Seillière, au titre de représentant du Medef, était du nombre.

Si l'on en croit le compte-rendu de l'entretien fait par le dirigeant du Medef, il n'aurait été finalement question entre eux que d'intérêt général. Les expressions « *modernisation indispensable dans notre pays* », « *renovation nécessaire de notre pays* » ou encore « *restructuration de notre pays pour sa réussite* » reviennent dans la bouche de monsieur le baron Seillière.

En revanche, il s'est montré plus discret sur les mesures qui concernent plus crûment les profits ! Le plus frappant dans cette mise en scène médiatisée, c'est la satisfaction qu'a manifestée Seillière de voir Raffarin à la place de Jospin. Ce n'est pas une surprise de voir qu'il préfère les nouveaux et qu'il souhaite la victoire de la droite aux élections législatives. En toute ingratitude d'ailleurs ! Car, tout de même, Jospin et ses ministres se sont décarcassés sans compter pendant cinq ans

pour être aux petits soins pour le patronat. Du maintien de la dégradation du régime de retraite des travailleurs du secteur privé à la généralisation de la flexibilité pour les hommes et pour les femmes, en passant par la privatisation d'entreprises publiques et bien d'autres choses encore, la liste est très longue de toutes les facilités accordées par la gauche au patronat.

Mais, las ! ce patronat n'a même pas la reconnaissance du ventre ! Ce n'est pas que le patronat n'ait pas des liens personnels, de connivence, tissés dans les mêmes cercles et les mêmes écoles, avec la gauche. Mais là où Raffarin comme Chirac peuvent afficher ouvertement leur connivence avec le patron du Medef, l'excellence du climat de leurs relations et une complicité directe, ceux de gauche doivent se montrer plus circonspects, moins à tu et à toi, ou pas toujours de la même façon. Mais il n'y a qu'à se rappeler le rôle joué, par exemple, par Martine Aubry auprès de Gandois, l'ex-dirigeant du CNPF dont elle fut le bras droit, quand il était le PDG de Péchiney.

Et le patronat aurait en tout cas raison de craindre, sinon les dirigeants de la gauche, du moins les colères et les luttes de ce qui demeure encore aujourd'hui une fraction essentielle de l'électorat de la gauche.

Michel ROCCO

DROITE, GAUCHE MARCHANDAGES POUR DES SIÈGES

A droite comme à gauche, les marchandages vont bon train pour tenter de rafler la mise des sièges aux élections législatives. Quant à présenter ne serait-ce qu'un semblant de programme à leurs électeurs respectifs, c'est le cadet des soucis des différents partis.

Du côté de la droite, le débat vole bas. Bayrou dénonce « *l'hégémonie* » du nouveau parti chiraquien, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), et la « *brutalité de soudards* » des hommes de Chirac. Il faut dire que de Robien, son ex-directeur de campagne, ainsi que Borloo, qui faisait partie avec Bayrou de l'UDF, ont été récompensés de leur lâchage par un portefeuille ministériel, tandis que Douste-Blazy, passé au comité politique de l'UMP, continue à prospecter des ralliements au parti chiraquien. Cette ambiance que décrit la presse est révélatrice de ce que sont ces gens-là : on se partage les postes ; et ensuite, on verra le message à envoyer aux électeurs de droite qui, de toute façon, n'auront plus qu'à entériner le résultat des marchandages.

A gauche, la préoccupation des dirigeants du PCF, du PS, des Verts et des Radicaux envers leurs électeurs respectifs est de la même eau. Peillon, porte-parole du PS, a déclaré sans rire que les négociations ne s'étaient pas déroulées « *dans l'objectif de partager le gâteau, mais bien pour faire barrage le plus efficacement possible à l'extrême droite* ». Argument définitif et qui, d'autorité, dispense de toute précision sur le contenu des mesures que ces candidats envisagent de défendre. Du coup, personne de ce bord-là ne se sent obligé de défendre ne serait-ce qu'un semblant de programme, ni de faire sérieusement la critique de la politique menée pendant cinq ans. En revanche, les marchandages pour se partager le gâteau (ou les parties qui leur resteront, une fois que la droite aura été servie) se sont prolongés plusieurs semaines, sans parvenir à régler des situations conflictuelles.

Le temps où ces partis de gauche faisaient mine de présenter un programme, pour tenter d'inciter les électeurs à les choisir plutôt que leurs rivaux, est révolu. Quand ils le faisaient, ils ne poussaient pas la considération envers ceux qui votaient pour eux jusqu'à respecter leurs engagements une fois élus. Par exemple, dans une déclaration commune avant les législatives de mai-juin 1997, le PS et le PC s'étaient engagés à arrêter le « *processus de privatisation de France Télécom, Thomson et Air France* », une promesse qui a été trahie, de même celle d'abroger les lois Pasqua-Debré contre les immigrés et de régulariser tous les sans-papiers.

Pour les prochaines élec-

tions législatives, les électeurs des différentes nuances de la gauche ex-gouvernementale n'auront pas même le droit de savoir ce qui unit les partis et ce qui les sépare. Pas plus que ses partenaires, le PCF ne se soucie de défendre une identité politique. Mais pour lui, les conséquences sont plus graves car, à la différence des autres formations, il existait et existe encore par une base militante, qui en faisait et en fait encore, de moins en moins il est vrai, autre chose qu'un simple comité électoral, dont la seule fonction consiste à faire élire et réélire des notables.

Mais maintenir cette base militante n'est plus depuis longtemps le souci des Hue, Buffet et consorts..

Jean SANDAY

LE PS VEUT COMBATTRE LE PEN SANS S'ATTAQUER À SON INFLUENCE

« *Votez PS les 9 et 16 juin 2002 pour battre la droite et l'extrême droite* », dit le PS sur ses affiches. Après avoir appelé à voter Chirac, le PS aura sans doute du mal à persuader certains de ses électeurs qu'il faut battre cette droite qu'ils auront désormais bien du mal à distinguer de la gauche.

« *Battre l'extrême droite* », cela signifie que le PS se soucie d'empêcher le Front national d'avoir des députés, comme le disent les notables du PS et d'autres. Si ce n'était que cela, ce serait un jeu d'enfant. D'ailleurs cela fait plusieurs législatures que le FN n'a pas de député ou qu'il en a eu un seul, sans qu'il disparaisse pour autant. Les règles institutionnelles fonctionnent pour limiter sa représentation (et du même coup celle d'autres courants). Qu'est-ce que cela change ?

Car le FN tire son influence, et donc sa dangerosité potentielle, du nombre de voix qu'il recueille, c'est-à-dire du nombre de femmes et d'hommes qui choisissent de voter pour lui pour s'exprimer. L'absence de représen-

tants au Parlement ne change rien à cette réalité. Et c'est à ce niveau, sur le terrain, qu'il est nécessaire d'agir et de tout faire pour réduire l'audience de l'extrême droite.

Comment ? Sûrement pas en continuant la politique que le gouvernement de gauche a menée ces cinq dernières années, une politique qui a laissé filer le chômage, qui s'est déclarée impuissante devant les plans de licenciements à répétition, quand elle n'a pas aidé le patronat à les réaliser, en même temps qu'elle l'aidait à s'enrichir.

Redonner confiance dans une politique qui soit véritablement de gauche à la fraction de la population qui vote Le Pen, c'est le seul moyen de réduire l'extrême droite. Les dirigeants du PS et des partis de l'ex-gauche plurielle sont bien mal placés pour pouvoir le faire. Car ils ne feront pas, et d'ailleurs ils ne le promettent même pas, la politique qu'ils n'ont pas voulu mener quand ils étaient au gouvernement.

J.S.

PCF

UNE VÉRITÉ À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Dans le tract annonçant sa candidature dans la circonscription d'Argenteuil-Bezons dans le Val-d'Oise dont il est le député sortant, Robert Hue écrit : « Rien ne nous garantit que demain, la droite ne cherche, au grand jour ou dans les coulisses, à s'entendre avec le Front National, si celui-ci se trouvait en position de force » !

Il est vrai, que dans ce premier tour des législatives, son adversaire direct dans cette circonscription est un candidat de droite. Cette situation met donc fin à son amnésie volontaire sur les dangers d'alliances et de passerelles entre la droite et l'extrême droite.

Entre les deux tours de la présidentielle, il fallait, disait le PCF, « faire barrage à Le Pen » et gommer toute idée jetant des doutes sur le vote Chirac. Après le premier tour, il n'y avait que Lutte Ouvrière et Arlette Laguiller pour dire par exemple : « L'avenir dira si la préoccupation de Chirac de plaire à l'extrême droite se traduira par une politique antiouvrière plus ouverte et par des mesures d'extrême droite (en

matière de sécurité, vis-à-vis des travailleurs immigrés, etc) ou en cherchant à associer l'extrême droite directement au pouvoir ».

Hue redécouvre aujourd'hui la vérité élémentaire de ce risque qu'il a tu au moment où il aurait fallu, bien au contraire, mettre en garde contre les illusions.

Des mises en garde de ce type, on en trouve désormais quasi chaque jour, et presque à chaque page du quotidien du PCF, à l'exemple de la conclusion de son éditorial du lundi 20 mai, où il écrit : « La droite traîne à sa suite une série de wagons dévastateurs : la casse de la protection sociale, la mise en cause des retraites, des privatisations, l'expansion de l'insécurité économique et sociale. C'est pour ce programme qu'elle réclame les pleins pouvoirs lors des élections législatives. Si elle les obtenait, elle ne tarderait pas à agir, satisfaisant ici le patronat, cédant là aux pressions d'une extrême droite menaçante. D'autant que l'UMP est bien moins étanche au Front National que la fermeté de Jacques Chirac entre les tours de la présidentielle le laissait croire. L'Express et Le Figaro ne viennent-ils pas

de rapporter que le président de la région Bourgogne, Jean-Pierre Soisson, avait appelé Le Pen pour le féliciter au soir du 21 avril ? Cela ne lui interdit nullement le parrainage du parti présidentiel pour briguer un siège de député dans l'Yonne... » Et le quotidien du PCF de conclure : « Dans le même mouvement où il faut reconstruire la gauche pour offrir une alternative franchement à gauche, dégagée des ornières d'un social-libéralisme qui a désespéré l'électorat populaire, il convient donc de battre la droite le 9 juin et de barrer l'entrée de l'Assemblée aux amis de Le Pen. »

On peut sourire aujourd'hui de cette fermeté supposée de Chirac entre les deux tours, mais pour le reste on ne peut que souscrire au constat que fait l'éditorialiste de L'Humanité... bien tardivement. Et puis rappelons aussi que ce même Soisson fut un des ministres dits d'ouverture dans le gouvernement socialiste dirigé par Michel Rocard en 1988. Entre l'extrême droite, la droite, et même parfois la gauche, tout est dans tout et réciproquement.

Michel ROCCO

LES ÉLECTEURS EN DÉMOCRATIE SURVEILLÉE

Commentateurs et dirigeants des partis de gouvernement s'étonnent, voire se plaignent, de la multiplicité des candidatures pour les prochaines élections législatives. Tous ces candidats seraient inutiles selon eux puisque n'ayant aucune chance de se faire élire, pire même, nuisibles, parce qu'ils contribueraient à la dispersion des voix, empêcheraient la démocratie, telle qu'ils la conçoivent, de fonctionner. Mais ces élections, tout comme la présidentielle qui vient d'avoir lieu, sont tout sauf démocratiques au vrai sens du terme.

Car pour être élu, il faut soit avoir obtenu la majorité absolue au premier tour, soit se présenter au second tour, à condition d'avoir obtenu au moins 12,5 % des inscrits. L'élu sera alors celui qui, dans ce second tour, aura obtenu le plus de voix parmi les candidats encore en lice. C'est dire que, dans la majorité des cas, chaque député ne représentera qu'une minorité de ceux qui auront voté dans sa circonscription. Du même coup, la majorité de l'Assemblée sera loin, très loin, de représenter la majorité des électeurs, et encore moins de leurs opinions et de leurs intérêts.

A cela s'ajoute le fait qu'une fois élus, les députés ne sont soumis à aucun contrôle de leurs électeurs, qui devront attendre les prochaines élections du même type pour sanctionner leurs manquements. Ils peuvent donc sans risque tourner le dos à leurs promesses électorales, pourtant souvent suffisamment floues pour qu'ils puissent prétendre qu'ils ne s'étaient engagés à rien. Ils ne s'en privent d'ailleurs pas.

On l'a vu avec le PS. Pas seulement avec Jospin et son équipe, les Fabius, Aubry, Strauss-Kahn, Guigou et compagnie. C'était aussi le cas dans la période précédente avec Mitterrand, grand maître en trucage et mystification politique, ce que tout le monde reconnaît volontiers... mais après coup. Et puis la droite sait, elle aussi, tromper son

monde. A cette différence près qu'elle n'a pas le même électorat que la gauche.

Cette démocratie-là, ce n'est pas la présence d'un nombre excessif de candidats qui la dévoie, mais tous les filtres mis en place pour empêcher que les électeurs soient représentés par des femmes et des hommes qui les défendent réellement et qui n'auraient pas peur de dénoncer ce qui se fait à l'Assemblée ou dans ses coulisses : les combines et les combinaisons, les mensonges mais aussi les pressions qu'exercent les puissances d'argent sur le monde politique, bien plus influentes sur le choix des parlementaires et des gouvernements que ne le sont les électeurs.

Certes, le système électoral mis en place par de Gaulle, et dénoncé par l'opposition de gauche du temps où elle était minoritaire à l'Assemblée, mais qui a su fort bien s'en servir une fois devenue majoritaire, empêche que des représentants du courant communiste révolutionnaire puissent être élus. Il empêche que des représentants des travailleuses, des travailleurs, des chômeurs, des petits retraités, puissent faire entendre la révolte populaire dans l'enceinte du Parlement. Car la démocratie dont ils parlent est une démocratie tronquée, étroitement surveillée. Pour qu'une telle représentation existe, il faudrait au moins que les représentants du peuple puissent être élus au scrutin proportionnel, à l'échelle du pays. A cela devrait s'ajouter le pouvoir pour les électeurs de révoquer ceux qu'ils ont élus et qui ne tiennent pas parole.

Cependant ces élections permettront au moins que le mécontentement populaire puisse se manifester. Et si Lutte Ouvrière présente des candidates et des candidats dans toutes les circonscriptions du pays, c'est pour que ce mécontentement contre la politique appliquée par la gauche comme par la droite puisse s'exprimer autrement qu'en votant pour des représentants d'un parti ouvertement antiouvrier, dirigé par le milliardaire Le Pen, développant des thèmes xénophobes, voire racistes.

Jean-Pierre VIAL

Campagne radio-télévisée

UNE PAROLE QUI N'EST PAS DONNÉE

La démocratie est bonne fille. Elle donne accès à la télévision et à la radio dans le cadre de la campagne électorale à tous les partis qui présentent plus de 75 candidats dans les élections législatives. Mais tous ne sont pas sur le même pied. Les partis représentés à l'Assemblée nationale disposeront de trois heures d'accès aux antennes, à se partager moitié-moitié entre la majorité et l'opposition. A leurs composantes de se répartir le temps de parole.

Ces politiciens qui, rappelons-le, ne représentent pas, et de loin, la majorité des votants, disposent donc de la plus grosse part du gâteau. Pas étonnant puisque c'est la loi, et que ce sont eux qui font la loi. Les autres partis, ceux

qui n'ont pas d'élus, disposeront selon cette même loi de sept minutes de temps d'antenne avant le premier tour de l'élection et de cinq minutes entre les deux tours. C'est peu. Mais cela le sera encore plus car ces sept et cinq minutes seront réduites respectivement à un peu plus de cinq minutes et à deux minutes trente d'émissions originales.

A cela s'ajoutent les passages non officiels sur les chaînes de télé et de radio, qui ne sont soumis à aucune règle, et qui dépendent de la bonne et bien souvent, en ce qui concerne Lutte Ouvrière, de la mauvaise volonté des journalistes et de leurs supérieurs à tous les niveaux. Ils mettent à profit leur situation pour se transformer tantôt en laudateurs de tel ou tel politicien, tantôt en accusateurs.

On a pu vérifier, il y a peu, comment les temps de parole accordés à Arlette Laguiller

étaient utilisés, on peut dire systématiquement, par des journalistes pour faire campagne contre Lutte Ouvrière, maniant le mensonge, la diffamation, et ne lui laissant guère le temps pour développer son programme. Tout cela au nom de la démocratie, bien sûr. Car qu'allez-vous penser, ces messieurs-dames n'ont évidemment pas d'autre souci que la vérité...

Heureusement, nous avons d'autres moyens pour faire connaître nos idées et nos propositions que ceux que nous laissent les organismes officiels ; nous avons notre presse, en particulier notre presse d'entreprise, et aussi la parole de nos militants et de tous ceux qui, autour d'eux, sont présents pour rectifier les mensonges et pour étendre notre audience. C'est cela la démocratie, la vraie !

J.-P.V.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Editorial des bulletins d'entreprise L'Étincelle, édités par la Fraction

LE 9 JUIN, CONTRE LES CLIQUES DE CHIRAC ET HOLLANDE

Le gong du dépôt des candidatures pour les législatives a sonné dimanche à minuit. Le mode de scrutin poussant au regroupement, les rivaux d'hier se sont livrés à moult tractations et tripotages pour des candidatures uniques ou communes.

Chirac, dopé par le plébiscite du 5 mai, a le mieux réussi, en rassemblant bon gré mal gré derrière son UMP (Union pour la majorité présidentielle). L'ex-gauche plurielle, elle, a péniblement trouvé 34 candidatures uniques. Quelque 150 autres sont communes à 2 de ses 4 formations (PS, PC, Verts et PRG). A noter que la part du pauvre revient au Parti communiste qui risque de n'avoir, dans le meilleur des cas, qu'une dizaine de députés au parlement, contre plus de 30 actuellement. Et si la gauche ex-gouvernementale l'emportait quand même, en nombre de sièges, par le jeu du scrutin majoritaire par circonscription, il n'est pas dit que le PS ferait cette fois cadeau au PC de sièges ni tabourets ministériels.

Les Socialistes, flanqués des Verts et des Communistes, qui ont gouverné pendant 5 ans et perdu près de 4 millions d'électeurs pour sanction de leur politique, continuent à agiter le chiffon rouge de la menace lepéniste. Voter à gauche serait se protéger contre le péril fascisant, disent-ils. Il faudrait donc à nouveau voter pour les socialistes et leur politique anti-ouvrière, sous prétexte de barrer la route à l'extrême droite. Comme si quelques députés du FN allaient à ce point faire tache au parlement. Comme si la politique des gouvernements de droite et de gauche, contre les travailleurs en général, et plus particulièrement leur fraction immigrée ou jeune dans les banlieues, n'était pas inspirée des saletés d'extrême droite.

Mais notre bonheur se résumerait-il à une nouvelle cohabitation entre Chirac et Hollande ? N'y aurait-il que ça, dans notre vie ? La question importante pour la classe ouvrière n'est-elle pas plutôt de se préparer à riposter aux sales coups que la droite comme la gauche lui asséneront ?

Certes, une fraction de l'électorat, même populaire, même ouvrier, confirmera probablement son choix pour Le Pen, pourtant ennemi direct des travailleurs et de leurs idéaux d'émancipation. Il faut combattre l'extrême droite, mais il ne suffira pas

de glisser un bulletin dans l'urne.

Pour cela, il y a surtout à combattre, par les moyens de la lutte de classe, la politique de ceux qui se disputent le futur gouvernement, les cliques de Chirac et Hollande. Les coups et les bossos que les travailleurs ont pris, depuis 20 ans, viennent de ces deux-là. Et derrière un tantinet de démagogie sociale, pour rafler nos voix, les deux se préparent à nouveau à nous taper sur la tête.

Les retraites ? Qu'il s'agisse des fonds de pension à la française de Chirac, ou de l'épargne salariale de Hollande, on nous prépare un système « à la carte ». Comme dans les restos, ça veut dire plus cher. Seuls les hauts salaires pourront se choisir un tel menu, même si ce n'est pas sans gueule de bois, le lendemain, en cas de krach boursier. Mais pour les autres, ce sera le plat unique, du pauvre.

Les salaires ? Ni Chirac ni Hollande n'en parlent ! Même pas d'une vraie augmentation du SMIC. N'en déplaise à Bernard Thibault qui pleure sur la question auprès de Raffarin.

L'emploi ? Les embauches ? L'interdiction des licenciements, qui continuent à tomber en rafales ? La fin de la précarité ? Des paroles, rien que des paroles. Chirac promet aux chômeurs de devenir « créateurs d'entreprise » ! Quant à Hollande, il promet de faire demain tout ce que Jospin n'a pas fait depuis cinq ans.

Fort heureusement, il y aura d'autres candidats dans ces élections législatives, que ceux des partis énumérés ci-dessus ou leurs satellites.

Les candidats de Lutte Ouvrière, soutenus par Arlette LAGUILLER, mettront en avant la volonté des travailleurs, de tous âges et de toutes nationalités, de ne pas se laisser diviser et pour cela, d'imposer aux riches et aux possédants de sacrifier leurs profits et leurs fortunes au bien-être général. Il y a urgence à préparer la lutte d'ensemble qui bousculera le jeu, à forger tous ensemble le parti qui en sera l'instrument. Voter pour les candidats de Lutte Ouvrière le 9 juin, ce sera confirmer que le camp des travailleurs réfractaires grandit.

20 mai 2002

Convergences Révolutionnaires, bimestriel publié par la Fraction, n° 21 (mai-juin)

Au sommaire : - Suite des présidentielles : des articles sur la lutte contre l'extrême droite, les trahisons et la manoeuvre de la gauche, les divisions et les faiblesses de l'extrême gauche.
- Dossier : Le Moyen-Orient, Israël, Etats arabes, Autorité palestinienne... les pions de l'impérialisme.
- Les syndicats et la collaboration de classe en France (épargne salariale, AZF) et en Allemagne (IG-Métall)

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18, ou
Les Amis de Convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19

Politiciens

Elections législatives

LA « PARITÉ » SELON LES PARTIS DE GOUVERNEMENT :

UN TIERS SEULEMENT DE FEMMES

Promulguée il y a juste deux ans, la loi dite de la parité fait obligation aux partis de présenter une proportion identique de femmes et d'hommes parmi leurs candidats aux élections. Cela, sous peine de sanctions financières venant réduire les subventions que ces partis reçoivent de l'Etat.

Après les élections municipales de l'an dernier, les législatives de juin sont le second grand scrutin auquel s'appliquent ces dispositions. Mais si cette loi a eu pour effet d'imposer une modification de la Constitution, elle n'a, dans les faits, pas modifié grand-chose aux habitudes misogynes des états-majors de la plupart des partis. Et d'abord de ceux que l'on dit « grands », parce qu'ils se succèdent au gouvernement.

Sur les 8424 candidats recensés aux 577 sièges de l'Assemblée nationale, le ministère de l'Intérieur a décompté 38,5 % de femmes, soit un peu plus d'un tiers du total. Mais quand on examine le détail des courants politiques, on tombe sur des chiffres parfois bien plus faibles.

Ainsi l'UMP (l'Union pour la majorité présidentielle, fourre-tout chiraquien qui regroupe le RPR, une bonne partie de l'UDF et les « libéraux » de Madelin) ne présente même pas un cinquième de femmes. S'agissant des circonscriptions dites gagnables, celles que trustent les notables, la proportion des candidates de la droite chiraquienne est encore plus basse. Cela ne surprendra pas grand monde, même si certaines candidates de droite, telle Françoise de Panafieu, s'indignent du machisme de leurs « camarades » de parti, car cette droite avait freiné des quatre fers devant l'adoption de la loi sur la parité. Le Sénat - son bastion parlementaire - y avait même été franchement hostile. C'est que le gouvernement de la « gauche plurielle » ne s'était pas caché de concevoir cette loi comme une arme électorale contre la droite.

Mais, même du côté des promoteurs de

cette loi, le bilan n'est guère plus brillant, et pour la même raison fondamentale qu'à droite : la misogynie ouverte de certains caciques recoupe celle, de fait, des appareils de ces partis dont les sortants, en grande majorité masculins, défendent leurs places contre tous ceux, et donc celles, qui pourraient les menacer.

Le Parti Socialiste annonce 36 % de candidates, moins que la moyenne nationale, et bien moins que cette égalité hommes-femmes de candidats à des postes électifs dont la majorité gouvernementale se rengorgeait comme d'une « avancée » dont les électeurs - et les électrices - auraient dû lui être reconnaissants. Et même ce chiffre de 36 % semble enjoliver la réalité : certains journaux relèvent, eux, 30 % de candidates PS. La différence proviendrait du fait que, dans les tractations où le PS et ses « alliés » se sont disputé les candidatures autour de sièges gagnables, là encore, les femmes ont bien souvent été sacrifiées.

L'Humanité du 21 mai parle de « quasi-parité » en ce

qui concerne le PCF, avouant ainsi à demi-mot que ce parti ne respecte pas la parité. Pas plus que d'autres qu'on hésite à classer à « gauche », tels les chevronnés du Pôle républicain (219 hommes et 172 femmes) ou les Verts, selon certains décomptes.

Et même quand ces partis ou d'autres disent frôler la parité, cette présentation des choses est pour le moins tendancieuse, pour ne pas dire hypocrite. Car si, à l'échelle nationale, ils ont généralement augmenté leur proportion de candidates, celles-ci se retrouvent le plus souvent dans des circonscriptions que les états-majors estiment non gagnables. Et il est très probable qu'au soir du second tour, quand on connaîtra le nom des députés, il y aura proportionnellement encore bien moins d'élues que d'appelées.

Ajoutons que, sur les 560 candidats que présente Lutte Ouvrière dans ces élections législatives, là, la parité est non seulement respectée, mais que nous avons même un peu plus de candidates que de candidats.

Pierre LAFFITTE

UN PETIT RAPPEL

Aux dernières élections législatives, celles de 1997, le RPR avait présenté 92,3 % d'hommes et 7,7 % de femmes ; l'UDF 91 % de candidats et 9 % de candidates ; le Front National 88 % d'hommes et 12 % de femmes.

Les partis qui allaient emporter ces élections (PS, Verts, PCF) n'avaient guère fait mieux : 73 % de candidats hommes au PS, autant au PCF, 72,3 % chez les Verts...

La loi de 2000 sur la parité prévoit des sanctions (une réduction des subventions publiques aux partis, selon l'écart constaté entre le nombre de leurs candidats et candidates). Sur la base des écarts hommes-femmes de 1997, ces

sanctions auraient « coûté » au PS 16,2 millions de francs sur les 69,2 millions reçus au titre de la subvention des partis politiques, et auraient réduit de 18 millions la subvention du RPR. On imagine donc que ces considérations financières n'ont pas peu pesé dans les choix effectués par ces partis quant au ratio hommes-femmes parmi leurs candidats de 2002.

Au vu de la proportion encore très faible des candidatures féminines qu'ils acceptent, on ne peut en déduire qu'une chose : ce ne sont pas les sanctions financières qui coûtent le plus aux dirigeants de ces partis, mais les places qu'ils devraient laisser aux femmes.

UNE FÊTE RÉUSSIE

Dimanche 19 mai, même si cette année, exceptionnellement, la fête se déroulait sur une seule journée et même si, à cause de la mobilisation de nos camarades dans la campagne pour les élections législatives, tous les stands habituels n'avaient pu être montés, notre fête a été une belle réussite puisque plus de 10 000 personnes y ont participé.

Dans une atmosphère chaleureuse et fraternelle, les forums et débats ont aussi été nombreux et parfois vifs, marqués par le résultat du second tour de l'élection présidentielle et les



premiers actes du gouvernement Raffarin. Le soleil s'est mis finalement de la partie et tous ceux qui étaient venus ont pu profiter des allées verdoyantes du parc. Les spectacles ont été généreusement applaudis, les animations, les jeux et bien sûr la gastronomie très appréciés, si on en juge par l'affluence.

Sur la pelouse du Grand Podium, l'intervention de notre camarade Arlette Laguiller a été suivie et applaudie par un public nombreux et très attentif. Nous en publions ci-dessous quelques extraits.



Arlette Laguiller :

« CHANGER LE RAPPORT DE FORCE ENTRE LE GRAND PATRONAT ET LE MONDE DU TRAVAIL »

Travailleuses, travailleurs, camarades,

Après une élection présidentielle hors du commun, où l'on a vu tous les partis de gauche et une fraction de l'extrême gauche se ruer dans une campagne destinée à plébisciter Chirac, qui a été de ce fait élu avec 82 % des voix, ce qui est une majorité dont aucun président de la République n'a bénéficié, nous entrons dans la campagne pour les élections législatives.

La gauche et la droite vont s'affronter, et la gauche a pris un temps de retard sur la droite, qui mène depuis des semaines sa campagne électorale.

Le gouvernement Raffarin prend des mesures symboliques, parce qu'elles ne peuvent pas, pour le moment, être votées, mais qui sont destinées à plaire à l'électorat de droite et même à

celui d'extrême droite.

La gauche gouvernementale, de son côté, en est encore à se remettre de sa double défaite.

D'abord, elle n'a pu être présente au second tour de la présidentielle car ses deux principaux partis, représentés l'un par Lionel Jospin, l'autre par Robert Hue, ont perdu à eux deux 4 millions de voix au premier tour.

Si Jospin a été éliminé du deuxième tour, c'est infiniment moins à cause des voix gagnées par Le Pen par rapport à 1995 que parce que Jospin en a perdu bien plus. En fait, il n'est passé derrière Le Pen qu'à moins de 200 000 voix près.

La deuxième défaite de la gauche, c'est d'avoir largement contribué à plébisciter Chirac.

Qu'importe que Le Pen ait été battu par 82 % de voix pour Chirac, plutôt que par 66 % si la gauche avait fait voter blanc. Il aurait été battu de toute façon, et le score importait peu ! Seules les voix comptaient. Quand on parle de score dans un match, on cite le nombre de buts ou de points, mais pas leur pourcentage !

La gauche n'avait pas à se prostituer pour faire voter pour un homme que, quelques jours auparavant, elle combattait. (...)

Il y a des différences entre la gauche et la droite. La gauche a pris quelques mesures libérales, sociétales comme ils disent dans leur jargon des grandes écoles, pour satisfaire, croyait-elle, son électorat. Il y a eu le PACS. Il y a eu les 35 heures qui, si elles ont été un avantage pour une partie des

travailleurs, le plus souvent des cadres, ont été pour une partie bien plus grande à l'origine de l'aggravation de leurs conditions de travail. Nulle part on n'a embauché suffisamment pour compenser les 10 % de diminution de l'horaire. Cela s'est forcément traduit par une augmentation de l'intensification du travail. Ce qui est absolument intolérable dans les domaines où l'intensité du travail était déjà grande. Les hôpitaux n'en sont que la plus connue des illustrations.

La CMU est peut-être la seule mesure un peu sociale, mais qui ne coûte rien au patronat. Et c'est une mesure qui ne résout pas les problèmes fondamentaux, comme le chômage. Le plein emploi donnerait une couverture sociale à tous.

En fait, les hommes politi-

ques de la droite mentent de la même façon à leur propre électorat. Oh, ils ne mentent pas au monde de la finance, au grand patronat, à tous ceux qui dirigent économiquement la société et, de ce fait, imposent leurs lois. De toute façon, ces gens-là savent à quoi s'en tenir !

Le gros de l'électorat de la droite, ce sont tous ceux qu'on appelle les classes moyennes et qui sont eux-mêmes victimes de la société, même quand ils ont des revenus largement supérieurs aux travailleurs.

La droite leur promet des baisses d'impôt. Mais ces baisses d'impôt, ils les paieront aussi par ailleurs : routes moins entretenues, moins de

suite page 10



suite de la page 7

L'intervention d'Arlette Laguiller

passages à niveau dangereux supprimés, moins d'amélioration de la circulation routière dans les villes, moins d'hôpitaux, de proximité ou pas, pour les soigner, moins de lits dans les grands hôpitaux qui resteront, moins de matériels et de médecins performants dans ces grands hôpitaux. Bien sûr, il y a les cliniques privées, mais le profit en est le moteur. Et s'ils s'y font soigner, ils seront eux aussi victimes de cette course au profit.

La droite, comme la gauche, ne fera rien pour diminuer le chômage dans les banlieues sacrifiées et rien pour augmenter les moyens et les effectifs de l'Education nationale dans ces banlieues. C'est-à-dire qu'elle ne fera rien pour s'attaquer aux racines de l'insécurité. Oh, bien sûr, la droite parlera du tout répressif ! Mais même cela, c'est un mensonge vis-à-vis de son électorat. Parce que moins d'impôt, cela voudra dire moins de moyens pour une police humanisée, plus présente en permanence, au contact de la population, de jour comme de nuit, si c'est pour assurer la sécurité des personnes. Ce ne sont pas les policiers munis de « flash-ball », arrivant comme la cavalerie américaine contre les Indiens, qui supprimeront le mal-vivre dans les banlieues et l'insécurité. Il s'agit d'une fumisterie qui ne servira à rien. Et comme

ces armes coûtent cher, il est probable que la majorité des policiers concernés n'en seront pas munis avant des années, faute de budget.

En fait, il n'y a pas de solutions magiques pour remédier à ces situations.

Tout le problème est que l'Etat doit disposer de suffisamment de ressources pour assurer à l'ensemble de la population un fonctionnement harmonieux de la collectivité. Pour cela, il ne faut pas diminuer les impôts, et en particulier ceux des plus riches. Il ne faut pas diminuer les impôts sur les bénéfices des entreprises. (...)

Il faut imposer l'interdiction des licenciements collectifs, en particulier par des entreprises qui font du profit. Il est possible d'imposer cela par une loi, afin que les ministres, les préfets ou les maires ne puissent se dire impuissants.

Pour que cette loi puisse avoir un effet, il faut rendre publiques les comptabilités des entreprises. Car il est possible de masquer des bénéfices par des rachats d'autres entreprises, ou par bien d'autres moyens dans lesquels les conseillers financiers du grand patronat sont experts.

Il faut que ces comptes puissent être contrôlés par l'ensemble de la population.

Il faut lever le secret bancaire, pour que les employés des banques puissent participer

à ces contrôles et les rendre plus efficaces.

Il faut lever le secret commercial, pour savoir si les redevances diverses correspondent à la réalité ou à des intérêts fictifs, à des royalties sur des brevets fictifs, payés à des filiales.

Oui, il faut que la population, que les travailleurs, que les consommateurs aient leur mot à dire dans la marche des grandes entreprises, qui jouent un rôle considérable dans l'économie du pays.

On nous parle de l'alimentation. On impose peu à peu, paraît-il, un étiquetage obligatoire de ce qui entre dans ce qu'on nous fait manger. Mais qui nous dit que cet étiquetage correspond à la réalité ? N'est-il pas plus efficace de demander aux travailleurs de vérifier eux-mêmes ce qui entre dans la composition des produits, ce qu'il y a dans les matières premières, ce qu'on en fait ? On aurait sûrement des surprises... Pour le moment, les travailleurs n'ont même pas le droit de le dire.

L'abolition du secret commercial serait leur donner ce droit. Il n'y aurait pas besoin d'innombrables agents du fisc, des douanes ou de la santé : les employés, les travailleurs, la population se chargeraient volontiers de tels contrôles.

Oui, tout cela est possible, mais cela demande de l'imposer au grand patronat. C'est loin d'être une révolution.

C'est simplement une mesure de salut public, une mesure de sauvegarde de l'économie.

Diminuer le chômage, voire le supprimer, permettrait de payer des retraites convenables à tous ceux qui ont travaillé 37 ans et demi. Cela permettrait de soigner toute la population, de donner aux assurés et à la Sécurité sociale le moyen de payer 20 euros la consultation d'un médecin de ville ou de campagne.

En fait, le grand capital exploite toute la société, et pas seulement les travailleurs. Et l'Etat et les gouvernements, quelle que soit leur couleur, sont au service des intérêts généraux du grand capital. En fait, ce ne sont pas les électeurs qui choisissent réellement ceux qui nous gouvernent.

Si l'on attend des mesures efficaces – et seules des mesures radicales seront efficaces – du gouvernement qui sortira des urnes, on sera déçu. C'est pourquoi sa couleur importera peu.

D'ailleurs, la gauche nous a appris au deuxième tour de la présidentielle qu'elle et Chirac, c'est pareil.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière présentera des candidats dans toutes les circonscriptions du pays.

Il faut continuer à nous battre pour que la situation du monde du travail ne s'aggrave pas.

Et nous nous présentons

dans 560 circonscriptions, la totalité de celles de l'Hexagone, de la Corse et de l'île de la Réunion, pour permettre au maximum de travailleurs de dire qu'ils sont conscients que la droite les opprime et que la gauche leur ment ; conscients qu'il faudra imposer les mesures dont je viens de parler ; que ces mesures peuvent paraître utopiques, mais ce n'est pas le cas.

La force unie du monde du travail, de grandes luttes, comme celles de juin 1936 ou de mai 1968, peuvent tout à fait imposer de telles revendications qui sont, à tout prendre, moins importantes que celles qui avaient été gagnées pour la première fois en 1936.

Alors, le 9 juin, vous aurez partout l'occasion de voter pour une candidate ou un candidat de Lutte Ouvrière, de voter pour un programme revendicatif qui, seul, pourra changer le rapport de force entre le grand patronat et le monde du travail.

Cela pourra être aussi une étape dans la construction d'un parti représentant les intérêts politiques et sociaux fondamentaux des travailleurs et de la population laborieuse, c'est-à-dire un nouveau parti communiste.

Alors, camarades et amis, bien qu'elle soit réduite à une seule journée, je vous souhaite à toutes et à tous une très bonne fête !

Presles 2002



Presles 2002



Le film de la fête



Le programme électoral du Parti Socialiste

LA VÉRITÉ, SI JE MENS

Le Parti Socialiste en campagne ne s'avance pas beaucoup et est bien chiche en engagements. On peut en juger par le programme qu'il vient de publier pour les élections législatives du 9 juin.

L'emploi ? Il n'y pas de petits mensonges

Le Parti Socialiste prétend mettre en œuvre « dix mesures » pour qu'il y ait « 900 000 chômeurs de moins d'ici 5 ans ». Et d'ajouter : « Chacun a droit à un bon emploi et à bénéficiaire de la dignité au travail. Pour cela il faut être dur avec la précarité, renforcer la lutte contre les licenciements abusifs, protéger les salariés contre les licenciements collectifs et préserver l'emploi des salariés de plus de 50 ans ».

Ces promesses sont à mettre en rapport avec celles qu'il faisait en 1997. Dans son programme d'alors, il prétendait aussi lutter contre la précarité, les petits boulots, les CDD. Balivernes ! Le Parti Socialiste promettait de « créer 700 000 vrais emplois pour les jeunes, pour moitié dans le secteur public, pour moitié dans le secteur privé » et ajoutait : « Ces vrais emplois, payés avec un vrai salaire, seront la première étape de l'insertion dans la vie profes-

sionnelle ». Cinq ans plus tard, moins de la moitié de ces emplois, les emplois-jeunes, ont vu le jour, uniquement dans le secteur public et associatif. Le gouvernement ne s'est donné aucun moyen pour contraindre les patrons du privé à embaucher des jeunes, seulement des moyens incitatifs en diminuant les charges, ce qui revenait à tirer les salaires vers le bas. Autre mesure phare de l'époque pour lutter contre le chômage : les 35 heures. On connaît le résultat : flexibilité des horaires accrue, aucune obligation d'embauche, dégradation des conditions de travail et pratiquement pas d'emplois créés.

Le droit de vote des immigrés ? Une promesse vieille de vingt ans...

Le Parti Socialiste de François Hollande envisage de « rendre réelle la citoyenneté de résidence pour les étrangers » et propose « le droit de vote pour les résidents étrangers aux élections locales ». Il veut ouvrir « certains emplois fermés aux étrangers », sans oublier de réformer « la double peine ». Mais ce n'était jamais le moment de le faire, a-t-il dit et répété lorsqu'il était au pouvoir ! Le droit de vote pour les étrangers est une vieille revendication que la gauche inscrit à son programme à chaque

consultation électorale, pour capter les voix des électeurs issus de l'immigration, et qu'elle s'empresse d'oublier une fois aux affaires.

Le programme du PS aux législatives de 1997 avait promis de revenir sur les lois Pasqua-Debré. « Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. Nous rétablirons les droits fondamentaux au mariage, à la vie en famille et le droit d'asile, ainsi que le code de la nationalité dans sa vision républicaine », pouvait-on lire dans le texte de l'époque. Lors d'un meeting au Zénith, Jospin avait même parlé alors de les abroger purement et simplement. Promesse aussitôt oubliée. Sous Jospin, les expulsions se sont multipliées, les centres de rétention ont continué à fonctionner, tandis que « dix-sept mille peines complémentaires d'interdiction du territoire français (ITF) », c'est-à-dire la double peine, ont été « prononcées chaque année par les tribunaux », rappelait le journal *Le Monde* du 2 avril dernier.

L'école ? Plus menteur, tu meurs

En 1997, le programme du PS reconnaissait que la France avait « besoin de plus de professeurs, de plus d'éducateurs ». A l'époque, il voulait aussi conforter « l'école de la République, creuset de l'intégration,

garantie de l'égalité des chances ». Des mots creux, lorsque l'on sait que l'Éducation nationale souffre d'un manque de moyens chronique en matériel, en établissements, en personnel. Mais pour le Parti Socialiste le « bilan est bon » !

Le Parti Socialiste promet de nouveau de « faire réussir chaque élève ». Et d'ajouter que « 100 % de chaque génération doit sortir du système scolaire avec une qualification reconnue, 80 % de chaque classe d'âge doit parvenir aux bacs, 50 % à un diplôme de l'enseignement supérieur ». Il veut « vaincre l'échec scolaire ». Mais il se garde de dire comment. Au gouvernement, il n'a cessé de rogner les moyens accordés à l'Éducation nationale au regard des besoins. Qu'importe si aujourd'hui des dizaines de milliers d'enfants qui rentrent en sixième ne savent ni lire ni écrire. Qu'importe si les professeurs et le personnel administratif ne sont pas remplacés. Qu'importe si les rectorats s'apprentent à fermer des classes et si la réforme des collèges vise à réduire le nombre d'heures de cours.

Le logement ? On repeint tout en rose...

Dans le domaine du logement également, le Parti Socialiste fait de vagues promesses. En 1997 déjà, il s'engageait à

faire « le remodelage complet des quartiers construits après-guerre et qui sont aujourd'hui en pleine dégradation ». Il se fixait « l'objectif de 300 000 réhabilitations et de 150 000 logements neufs par an ». En 2002, pas un mot sur ce qui a été fait ou plutôt ce qui n'a pas été fait. Quiconque vit en banlieue voit au jour le jour les dégradations de l'habitat populaire s'accroître.

Aujourd'hui, le PS fait des beaux discours qui ne sont même pas des promesses. Il dit vouloir « humaniser les cités, supprimer les ghettos » pour que les « cités-dortoirs » se transforment « en vrais quartiers, dans de vraies villes. Pour qu'il y fasse bon vivre ».

Il propose de « démolir 30 000 logements par an et en reconstruire autant ». Il prétend vouloir appliquer « strictement la loi qui prévoit la réalisation de 20 % de logements locatifs sociaux dans toutes les communes urbaines ». Mais pourquoi ne l'a-t-il pas fait lorsqu'il avait la majorité à l'Assemblée ?

Hier comme aujourd'hui, le PS ressert tranquillement les mêmes promesses : de toute façon, il ne sera pas en situation de les tenir s'il n'obtient pas, avec ses partisans (lesquels ?), une majorité. Et s'il revenait au gouvernement, il ne les tiendrait pas non plus.

René CYRILLE

LA FUMÉE DES FLASH-BALLS ET CEUX QU'ELLE VISE

Une semaine après sa nomination au ministère de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy annonçait qu'il allait équiper de « flash-balls » la police de « proximité ». Jusqu'à présent, seules des unités spéciales de la police ou de la gendarmerie disposaient de cette arme qui doit, paraît-il, effrayer par son apparence et provoquer « l'équivalent d'un KO technique ».

Que les flash-balls soient destinés à frapper, c'est ce qui a... frappé une partie de la presse et, à travers elle, de l'opinion. Aujourd'hui-*Le Parisien* a ainsi titré : « Flash-ball, l'arme antidélinquants ». C'était, évidemment, le but recherché par le ministre.

Les Sarkozy, Raffarin et Chirac se veulent les champions du « tout sécuritaire ». Mais ils savent bien que les mesures qu'ils annoncent relèvent plus du cinéma que d'autre chose, et qu'elles ne régleront rien,

en tout cas rien de fondamental, à l'insécurité qu'elles prétendent combattre. D'abord parce qu'elles seraient bien incapables de faire reculer le mal-vivre des quartiers populaires et banlieues, et encore moins le chômage et la misère qui y forment un terrain fertile à l'insécurité.

Le gouvernement Raffarin ne veut que caresser l'électorat de droite et d'extrême droite dans le sens du poil. Lui donner à croire qu'il va faire preuve de fermeté dans la « lutte contre l'insécurité », cela fait partie de la panoplie des politiciens de droite. Cette politique qu'ils affectent constitue même un de leurs « arguments » majeurs pour tenter d'emporter les prochaines élections législatives en se présentant comme le parti de la poigne. Mais, en la matière, la droite n'a même pas les moyens de sa démagogie.

Sur le fond, la politique que poursuivent les gouvernements de droite comme de gauche ne varie

guère, et encore moins les intérêts sociaux qu'ils servent : ceux de la classe dominante, la bourgeoisie. Or, quand celle-ci est servie, et bien servie, par les uns comme par les autres, il ne reste plus grand-chose dans les caisses publiques. On vient de le constater, à nouveau, à propos des allègements d'impôts que Chirac avait promis à tout-va, et dont il escomptait qu'ils se traduiraient, aux législatives, en votes reconnaissants des électeurs des classes moyennes. Or, à peine élu, Chirac a dû réduire la voilure : il a chargé ses ministres et la presse d'expliquer que la réalisation de ces promesses se heurtait au déficit de l'Etat. Alors...

Et même s'agissant des mesures sécuritaires, le problème ne se pose

pas en termes différents. Les fameux flash-balls coûtent de 1000 à 3000 euros pièce. En équiper réellement des milliers de membres de la police de proximité coûterait une petite fortune.

Il y a quelques mois, le gouvernement Jospin avait essayé la grogne des policiers et gendarmes, d'ailleurs attisée par la droite. A l'occasion de certains reportages, on avait aperçu dans quel état de délabrement se trouvaient nombre de commissariats ou entendu des policiers raconter comment, dans l'Essonne par exemple, sur 250 véhicules de police, ni bien puis-

sants ni bien récents, 50 sont immobilisés en permanence car en réparation. Mais même cette situation ne changera pas malgré les poses sécuritaires de Sarkozy et Chirac. Car si la bourgeoisie et son Etat ont besoin d'une police, c'est pour assurer leur propre sécurité, au besoin contre la population, mais pas la sécurité de cette même population, et surtout pas en renonçant pour cela à une partie de la manne qui, depuis les caisses de l'Etat, alimente les profits privés.

P.L.



Un gadget électoral pour continuer à ne rien faire de sérieux contre l'insécurité.

LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

23 mai

Autun (Saône-et-Loire)
Blaye (Gironde)
Burnhaupt-le-Bas (Haut-Rhin)
Champigny (Val-de-Marne)
Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)
Gonfreville-L'Orcher (Seine-Maritime)
Gueugnon (Saône-et-Loire)
Gourin (Morbihan)
Honfleur (Calvados)
Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Jouy-le-Moutier (Val-d'Oise)
La Gacilly (Morbihan)
Le Guilvinec (Finistère)
Liffré (Ille-et-Vilaine)
Loudun (Vienne)
Maure-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine)
Meug-sur-Loire (Loiret)
Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire)
Mulhouse (Haut-Rhin)
Neuville-de-Poitou (Vienne)
Oullins (Rhône)
Pierrefitte (Seine-Saint-Denis)
Pouancé (Maine-et-Loire)
Sainte-Maure (Indre-et-Loire)
Saint-Meen-le-Grand (Ille-et-Vilaine)
Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire)
Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre)
Tulle (Corrèze)

24 mai

Ambérieu-en-Bugey (Ain)
Auterive (Haute-Garonne)
Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire)
Bavans (Doubs)
Benfeld (Bas-Rhin)
Bobbigny-Pont de Pierre (Seine-Saint-Denis)
Boulogne (Hauts-de-Seine)
Boussac (Creuse)
Châteauneuf-la-Forêt (Haute-Vienne)
Chaulgnes (Nièvre)
Dax (Landes)
Décines (Rhône)
Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine)
Fontaines-sur-Saône (Rhône)
Friville-Escarbotin (Somme)
Gien (Loiret)
Huningue (Haut-Rhin)
Isle-d'Espagnac (Charente)
La Chapelle-Saint-Luc (Aube)
Le Havre-Bléville (Seine-Maritime)
Lomme (Nord)
Masevaux (Haut-Rhin)
Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine)
Muret (Haute-Garonne)
Ploumagoar (Côtes-d'Armor)
Pontault-Combault (Seine-et-Marne)
Pontcarré (Seine-et-Marne)
Retiers (Ille-et-Vilaine)
Ribecourt (Oise)
Saint-Florentin (Yonne)
Saint-Jean-de-Braye (Loiret)
Saint-Lô (Manche)
Saint-Maurice-l'Exil (Isère)
Saint-Pantaleon-de-Larche (Corrèze)
Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne)
Salindres (Gard)
Wisches (Bas-Rhin)

25 mai

Argenté (Mayenne)
Arras (Pas-de-Calais)
Audierne (Finistère)
Cazères (Haute-Garonne)
Cenon-sur-Vienne (Vienne)
Barbezieux (Charente)
Bort-les-Orgues (Corrèze)
Brunoy (Essonne)

Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne)
Château-Chinon (Nièvre)
Coulonges-sur-L'Autize (Deux-Sèvres)
Eymoutiers (Haute-Vienne)
Fraize (Vosges)
Gauchy (Aisne)
Granvilliers (Oise)
Iteuil (Vienne)
La Charité-sur-Loire (Nièvre)
Le Blanc (Indre)
Les Mureaux (Yvelines)
Loudéac (Côtes-d'Armor)
Luzy (Nièvre)
Marckolsheim (Bas-Rhin)
Méziidon-Canon (Calvados)
Mont-près-Chambord (Loir-et-Cher)
Morcenx (Landes)
Nesles (Somme)
Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime)
Paris 17^e
Péronne (Somme)
Pouilly-sur-Loire (Nièvre)
Raon-L'Etape (Vosges)
Roisel (Somme)
Rouffach (Haut-Rhin)
Saint-Amand (Nord)
Saint-Sébastien-de-Morsent (Eure)
Saint-Etienne (Loire)
Saint-Pierre-les-Nemours (Seine-et-Marne)
Villers-Bretonneux (Somme)

26 mai

Ploemeur (Morbihan)

27 mai

Bruz (Ille-et-Vilaine)
Bully-les-Mines (Pas-de-Calais)
Cergy-Les-Linandes (Val-d'Oise)
Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire)
Chatelaudren (Côtes-d'Armor)
Collégien (Seine-et-Marne)
Epinay-sous-Sénart (Essonne)
Evaux-les-Bains (Creuse)
Joué-les-Tours (Indre-et-Loire)
Lille-Sud (Nord)
Martizay (Indre)
Mayenne (Mayenne)
Miribel (Ain)
Noisy-le-Sec (Seine-St-Denis)
Pontailler-sur-Saône (Côte-d'Or)
Prahecq (Deux-Sèvres)
Romans (Drôme)
Segré (Maine-et-Loire)
Trégastel (Côtes-d'Armor)
Vauvert (Gard)
Vern (Ille-et-Vilaine)
Vire (Calvados)

28 mai

Aubenas (Ardèche)
Aubervilliers (Seine-St-Denis)
Aubusson (Creuse)
Beaucaire (Gard)
Blanquefort (Gironde)
Bourbriac (Côtes-d'Armor)
Carentan (Manche)
Château-la-Vallière (Indre-et-Loire)
Château-Renault (Indre-et-Loire)
Combourg (Ille-et-Vilaine)
Contres (Loir-et-Cher)
Drancy-Salengro/Roulaud (Seine-St-Denis)
Ernée (Mayenne)
Fessenheim (Haut-Rhin)
Isle (Haute-Vienne)
Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)
La Machine (Nièvre)
Lubersac (Corrèze)
Monts (Indre-et-Loire)
Mulhouse (Haut-Rhin)
Nanterre (Hauts-de-Seine)
Orléans-La Source (Loiret)
Paimpol (Côtes-d'Armor)
Paris (17^e)

Leur société

Rivoire et Carret - Lustucru (Arles)

LES OUVRIERS NE VEULENT PAS TRINQUER !

A Arles, les 200 salariés de Rivoire et Carret-Lustucru sont en grève avec occupation depuis le 14 mai ainsi que les autres usines du groupe.

Ils se battent afin de se protéger des conséquences probables du rachat de leur entreprise. En effet la famille Skalli, une des grandes fortunes propriétaires de Rivoire et Carret-Lustucru cède une partie de ses parts au groupe Panzani.

Dans l'usine d'Arles, à l'initiative de la CGT, les salariés demandent que leur soit

versée une prime de 1200 euros par année d'ancienneté avec un plancher fixé à 6000 euros, et un rattrapage des salaires de 8 %. Les actionnaires, essentiellement la famille Skalli, vont toucher des sommes très importantes pour la vente d'une partie du groupe Lustucru. Or, comme le disent les ouvriers, la valeur de ces entreprises est due au travail que le personnel y a accompli depuis des dizaines d'années. Pendant que les actionnaires, sans rien faire, accumulaient les profits

créés par ce travail, et que la valeur des usines augmentait, les travailleurs ne percevaient qu'un mince salaire, pratiquement bloqué depuis des années. Ce serait donc la moindre des choses que les salariés perçoivent les sommes résultant de la vente.

Et ils se battent afin qu'il n'y ait pas de licenciements qui accompagnent si souvent les restructurations, les rachats et autres opérations financières auxquels se livrent les patrons.

ÇA COULE DE SOURCE

Ces jours-ci, des journaux ont fait état d'une forte pollution de l'eau du robinet en Ile-de-France, n'hésitant pas à parler d'une alerte aux nitrates dans des départements de la grande couronne et d'un risque de pénurie pour cette agglomération de dix millions d'habitants.

Il n'est pas inutile de rappeler que, depuis une vingtaine d'années, c'est précisément au nom de la nécessité d'améliorer la qualité de l'eau, d'assurer son traitement et son approvisionnement régulier que, en région parisienne comme ailleurs, les autorités ont poussé à la privatisation de ce qui était jusqu'alors un service public. Mais il n'a pas fallu tout ce temps pour que, en diverses régions, les scandales en tout genre défrayent la chronique de cette privatisation et de ses conséquences.

Outre des pollutions périodiques, et parfois de grande ampleur comme en Bretagne, ce dont la presse a le plus fait état durant toute une période, ce sont des scandales des pots-de-vin versés par les géants privés du traitement de l'eau. Ceux-ci ont en effet déployé une intense activité afin de

mettre dans leur poche les « décideurs », en clair des élus et responsables au plus haut niveau, chargés de persuader la population d'une ville ou d'un canton de l'intérêt qu'elle aurait à accepter la remise à la Générale des Eaux, à la Lyonnaise des Eaux ou aux filiales spécialisées de Bouygues de ce qui était auparavant des régies municipales. Le changement de dénomination de la Générale des Eaux en Vivendi doit d'ailleurs beaucoup à la multiplication des scandales : mouillée jusqu'au cou dans des « affaires » ayant entraîné la condamnation de quelques ténors de la politique, la Générale a préféré changer d'enseigne.

Mais si ces grosses sociétés ont pu faire main basse sur le secteur de l'eau en France et, disposant d'un monopole protégé par les autorités, constituer des empires financiers de première grandeur (Vivendi est ainsi devenu le numéro un mondial de l'eau et a pu ensuite étendre sa mainmise sur une foule d'autres activités : cinéma, édition, télévision, internet, traitement des ordures ménagères, chauffage urbain, alcools, etc.), la qualité de l'eau, on a maintes fois pu le constater, va, elle, à vau-l'eau.

Et cela, tandis que les factures présentées aux abonnés s'envolent.

On peut même parier que les informations alarmantes sur le sujet, visant la plus grande agglomération du pays, servent surtout à préparer l'opinion à de nouvelles hausses de tarifs. Ces hausses, d'ailleurs, les trois géants de la distribution et du traitement de l'eau ne cessent de les réclamer à cor et à cri, dans la presse économique, dans les « colloques » qu'ils organisent et où il n'est pas rare que des élus ou des responsables politiques viennent, devant les caméras, dire tout le bien qu'ils pensent de la chose. Sans parler des chaînes de télévision où les Vivendi et autres ont des intérêts, voire qu'ils contrôlent, et qui programment régulièrement des émissions et reportages « d'information » exposant en long et en large les prestations de ces compagnies, leurs investissements, bref destinés à nous persuader que l'eau appelle toujours plus de... liquide, de notre poche vers la leur.

Au lieu de laisser ces parasites s'enrichir sur le dos des usagers, il serait plus urgent de les exproprier.

P.L.

Mon communisme

le livre

d'Arlette Laguiller
est disponible.

Prix : 13 euros.

Envoi contre un chèque de ce montant
à l'ordre de Lutte Ouvrière.





Chute mortelle d'un enfant dans un ascenseur

DES ÉCONOMIES CRIMINELLES

« Dans un quartier huppé, cela ne serait jamais arrivé », dénonçait le père du petit garçon de quatre ans, qui a fait une chute mortelle de quinze mètres dans la cage d'ascenseur d'un immeuble d'une cité HLM de Strasbourg, dimanche 19 mai.

C'est vrai et c'est d'autant plus révoltant. La mort de cet enfant n'avait rien d'inévitable et elle est le produit de la négligence, du manque d'entretien, des économies faites sur la maintenance des parties communes, qui coûtent de l'argent et ne rapportent rien. Il n'y avait pas d'argent pour réparer l'ascenseur rapidement, pas d'argent pour faire que les logements dits « sociaux » ne soient pas des logements mal entretenus, mal surveillés, pour ne pas dire laissés à l'abandon. Dans cet immeuble construit en 1957, de la cité HLM de Strasbourg, la porte de l'ascenseur était déréglée depuis longtemps. Depuis trois mois, des locataires avaient signalé qu'elle s'ouvrait sur le vide. Il suffisait d'appuyer sur le bouton d'étage, comme l'a fait le petit garçon, pour que la porte s'ouvre. La semaine précédant le drame, l'Office HLM avait encore promis des interventions... mais rien n'avait été entrepris.

Personne ne tombe dans la cage d'ascenseur d'un immeuble de quartier riche. Mais pour assurer la sécurité – sans même parler du confort – des habitants des quartiers populaires, des ensembles HLM où vivent de nombreuses familles de la classe ouvrière, il n'y a pas d'argent. Les sociétés HLM n'investissent pas et s'efforcent au contraire de faire des économies sur tout, ne serait-ce qu'en sous-traitant la plupart des travaux d'entretien et de maintenance, à des sociétés qui elles aussi n'ont pas d'autre préoccupation que de faire de l'argent pour un service réduit au minimum, quitte à sacrifier la sécurité.

Oui, ce sont bien des assassins, tous ceux qui ont contribué, par leur irresponsabilité et leur refus d'investir dans la sécurité, à faire qu'un petit garçon s'écrase au fond d'une cage d'ascenseur.

L.P.

Pas de trêve électorale pour les licenciements

UNE NOUVELLE VAGUE DE PLANS SOCIAUX

La presse a beaucoup bavardé sur les 8 600 et quelques candidats qui brigueront les suffrages des électeurs lors des élections législatives. Elle est plus discrète sur le sort qui menace quelque 8 600 travailleurs dont les emplois risquent d'être emportés par une nouvelle vague de plans sociaux. Car, élections ou pas, comme pendant la présidentielle, le patronat continue de faire déferler sur les travailleurs ses plans sociaux.

L'an dernier, c'était Marks & Spencer, Moulinex, Air Liberté, LU-Danone. Cette année sont menacés 300 salariés d'Aspocomp (Eure), 350 de Ruwel (Bayonne), 500 de Bosch (Beauvais), 300 d'Alsavet Industries (Strasbourg), 438 de Solectron (Saint-Omer), 360 de Whirlpool et 100 d'Honeywell (toutes deux à Amiens), 650 emplois dans trois entreprises de Soissons, 423 à Usinor de Biache-Saint-Vaast (victimes de la création du géant de l'aluminium Arcelor par l'actuel ministre de l'Economie, Francis Mer), 500 emplois à Valeo (Sissonne), 470 emplois à Sylea (groupe Valeo) à Labastide-Saint-Pierre, etc. Sans parler des sites qui sont en train de mourir lentement, comme le centre de recherche d'Aventis, à Romainville, ni des 1100 sala-

riés du site d'AZF à Toulouse, qui va fermer.

Pendant les quatre mois qui ont précédé la campagne présidentielle, entre novembre et février, le ministère a recensé 446 notifications de plans sociaux, contre 262 un an plus tôt. Presque du simple au double !

A cela s'ajoutent des faillites d'entreprises : 42 grosses PME ont disparu cette année, contre 30 l'an dernier. Elles représentaient un chiffre d'affaires de 2,4 milliards d'euros, contre moins d'un milliard l'an dernier. Et au total, il y a 8 600 salariés dont l'emploi est menacé. C'est deux fois plus que l'an dernier.

Dans certaines régions, ces vagues de plans sociaux ont des effets dévastateurs, comme autour de Soissons, ou autour de Sarrebourg et Lunéville, où l'on subit maintenant le contre-coup du dépôt de bilan de Bata (530 travailleuses et travailleurs licenciés) ainsi que la fermeture de Flextronics (260 salariés).

Une émission de télévision est venue rappeler récemment comment le dépôt de bilan de Bata avait été mis au point secrètement par la direction du trust, avec l'aide de consultants qui ont minutieusement préparé la mise à la rue des salariés, choisissant la procédure du dépôt de bilan parce que la plus économique, présentant un repeneur bidon entièrement téléguidé par le licencier, etc.

Mais, comme l'a fait remarquer un des consultants invités de l'émission, en fait, tous les plans sociaux sont ainsi minutieusement préparés. Il suffit d'ailleurs de lire les publicités des cabinets de consultants spécialisés dans le licenciement collectif et qui offrent leurs services aux chefs d'entreprise qui souhaitent jeter à la rue, en toute légalité, leurs salariés. On peut lire ces lignes chez l'un d'entre eux : « La mise en œuvre de licenciements collectifs en France est un mécanisme extrêmement complexe générateur d'insécurité juridique. Toute erreur de procédure ou d'appréciation au fond (ordre et critères des licenciements, motivation, plan social...) peut entraîner des conséquences juridiques et financières très coûteuses (annulation de la procédure, réintégration du personnel licencié, dommages et intérêts) ». « Réintégration du personnel licencié » : on mesure toute l'horreur du propos, pour le chef d'entreprise qui s'apprête à se débarrasser de ses employés !

C'est peut-être complexe, mais la loi est du côté des licenciés. La même émission montrait d'ailleurs une juge tout à fait sereine d'avoir proclamé, en droit, la mort de Bata. Et, face à cela, les salariés qui tentent d'en appeler aux pouvoirs publics pour entraver ces procédures apprennent bien vite que ceux-ci, comme la loi,

sont dans le camp du licencié, à qui ils laissent les coupes franches.

Après bien d'autres, les salariés d'Aspocomp, à Evreux, sont en train d'en faire l'expérience. Et, sur ce plan également, les élus de droite comme de gauche se valent. Durant la campagne présidentielle, ces travailleurs s'étaient invités à un meeting de Jospin, qui avait refusé de les recevoir. Ils ont rencontré, le 15 mai, Fillon, le nouveau ministre des Affaires sociales, qui leur a dit que « l'Etat ne pouvait pas se substituer à une entreprise privée ». En clair : comme Jospin, il laisse faire les licenciements. Quant à la tentative des travailleurs de cette entreprise de rencontrer le député-maire RPR d'Evreux, Jean-Louis Debré, elle a été houleuse et s'est terminée par l'intervention des CRS contre eux.

Au mieux, les pouvoirs publics veulent bien appuyer les cellules de reclassement, dont l'inefficacité est désormais légendaire : quelques dizaines de reclassés, par exemple, sur les 530 emplois supprimés chez Bata.

Alors, face à cette nouvelle déferlante de plans sociaux, qui menacent d'emporter à nouveau des milliers d'emplois, il faudra que la colère ouvrière éclate et impose, dans la loi et dans les faits, l'interdiction des licenciements.

Jacques FONTENOY.

Clermont-Ferrand

L'HÉRITAGE DE L'EXPLOITATION

A 76 ans, François Michelin passe le flambeau à son fils Edouard, laissant pour les travailleurs l'exploitation en héritage. Cet « événement » s'est traduit par des pages entières dans la presse, pour gonfler un portrait flatteur de ce patron milliardaire particulièrement réactionnaire.

Quand il s'agit des conditions de vie et de travail des dizaines de milliers d'ouvriers et d'employés, qui ont édifié la fortune de ce personnage et de sa famille, là les journalistes sont d'une discrétion remarquable, ce qui revient à gommer la réalité.

Ils évitent de s'attarder longuement sur des faits, si souvent rappelés au bon souvenir de « ses ouvriers », comme il dit. Ils évoquent comme une prouesse son passage pour quelques mois en atelier, pour se retrouver propulsé aussitôt après à la tête de « la Maison » en tant que cogérant, patron et propriétaire de millions d'actions. C'est cela que François Michelin appelle « gouverner par la grâce de dieu ». Rien de moins !

Tout comme les Peugeot, Dassault et quelques autres grandes familles d'industriels, les Michelin ont le sens de la dynastie, le fils Edouard succède à son tour au père François, constituant ainsi la quatrième génération...

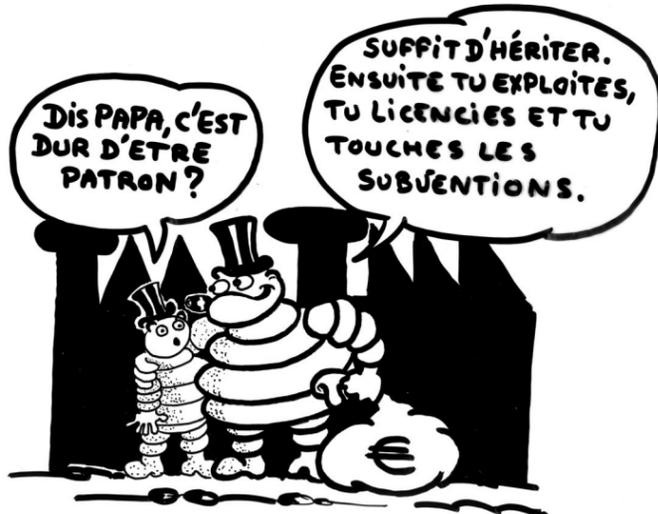
Le bonhomme Bibendum, « Bib », est devenu un emblème planétaire. Des USA à la Chine et au Japon, on roule sur pneus Michelin : deux-roues, voitures, camions civils et militaires, avions, métros.

Et Michelin possède 80 usines réparties sur tous les continents, employant environ 130 000 salariés qui sont à l'origine des milliards de profits accumulés dans les banques et à la Bourse, et répartis essentiellement au sein de la famille Michelin.

Ça roule bien pour les actionnaires, mais pas pour les travailleurs

En vingt ans, les effectifs salariés ont constamment diminué, dans les usines en Europe, notamment en France, en Angleterre et en Italie. A Clermont-Ferrand, l'effectif est passé de 30 000 à 15 000, avec tout ce que cela signifie pour une région : les sous-traitants, les transports, les commerces ont été touchés par les effets de cette réduction d'emplois : moins de travail, moins de clients.

Mais, avec moitié moins de



personnel, la production a été multipliée par huit. Cela veut dire l'augmentation sensible des cadences ; la flexibilité des postes ; la fatigue et les accidents ; et aussi le bouleversement des horaires. « Grâce » à la loi Aubry dite des 35 heures, qui permet les équipes de nuit et de week-end, d'où la flexibilité avec des samedis travaillés, alors que les ouvriers espéraient l'inverse. De même, toute une partie des jours de congé introduits par cette loi est à la discrétion totale de la maîtrise.

Il y a eu des embauches, certes : un millier dans les usines clermontoises, depuis un an. Mais ce sont en bonne partie des emplois précaires, avec pour trois départs une seule embauche en CDI, et donc deux postes supprimés.

Cela n'empêche pas Michelin d'avoir fulminé contre le gouvernement Jospin dit de gauche, qui lui a fait, pendant cinq ans, cadeau sur cadeau. Entre autres, encore une subvention de 12,8 millions d'euros rien que pour les six derniers mois de 2001.

Le système Michelin

Le paternalisme des Michelin reste permanent. Si le temps des écoles-maison et de la nécessaire recommandation pour rentrer à l'usine, par un curé ou une bonne sœur, est révolu, l'état d'esprit subsiste.

Constamment, toute la hiérarchie des grands et petits chefs est mobilisée pour faire des réunions, dans les ateliers comme dans les bureaux, dans le but de faire passer les messages de la direction en répétant des fiches par cœur, illustrées par des projections de courbes, de graphiques, des chiffres en pourcentages sur la production, les ventes, etc. Mais jamais de chiffres concernant les salaires, les accidents ou les maladies du travail !

On a vu les effets de cette mise en condition permanente avec l'application des 35 heu-

res : dans les ateliers elle s'est traduite par une détérioration générale des conditions de vie, et il a fallu un référendum – où ont pu voter des catégories non concernées comme la hiérarchie, des commerciaux etc. – pour que la direction obtienne de justesse un « oui », alors que le « non » était majoritaire dans les ateliers où des grèves et des manifestations, contre l'application des 35 heures sous leur forme patronale, avaient duré un an.

Une dernière trouvaille : l'actionariat

Selon la direction, plus de 60 000 salariés auraient acheté chacun une vingtaine d'actions, vendues à prix réduit. Pour Michelin, ce serait la preuve de « l'attachement à l'entreprise ».

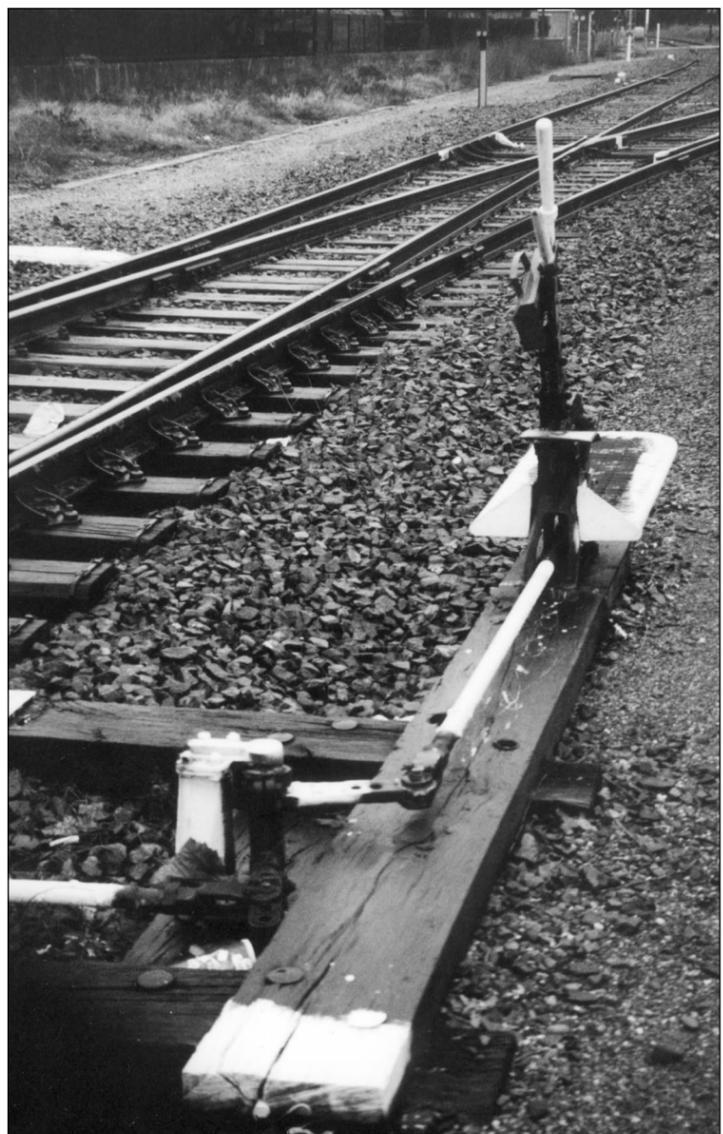
Attachement bien tiède, puisqu'il a fallu des mois d'intense propagande dans tous les services et ateliers pour tenter de séduire les travailleurs. Avec des conditions qui n'ont rien de celles d'un paradis fiscal : interdiction de s'en servir, d'en acheter ou de les vendre pendant cinq ans ! Autant dire que Michelin récupère de l'argent sur ses salariés qui lui achètent ses actions, et que lui peut faire ce qu'il veut de cet argent !

Et cette vente d'actions ne change évidemment absolument rien au rapport de force : elle représente en effet 1,3 million d'actions, soit 0,96 % du capital, la famille Michelin restant détentrice d'environ 100 millions de titres sur les 140 millions en circulation !

Que pèse un travailleur, propriétaire d'un paquet de 20 actions, en supposant qu'il se soit laissé prendre aux discours de Michelin ?

Ce miroir aux alouettes, plusieurs dizaines de milliers de salariés ont refusé de s'y laisser prendre.

Correspondant LO



RECTIFICATIF

A propos de la SNCF et de RFF

DEUX ÉTABLISSEMENTS (encore) PUBLICS

Dans l'article de *Lutte Ouvrière* n° 1764 daté du 17 mai 2002 consacré à l'arrivée au secrétariat d'Etat aux Transports de Dominique Bussereau, nous avons écrit par erreur que RFF (Réseau Ferré de France) était « la partie privatisée de la SNCF ».

En fait cela est erroné puisque, depuis sa création en février 1997, RFF est resté un « établissement public de l'Etat », au même titre que la SNCF elle-même. Sa constitution a toutefois consacré la division de la SNCF en deux établissements, le RFF ayant alors pour objet « l'aménagement, le développement, la cohérence et la mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national » dont il devenait propriétaire. Cette « réforme ferroviaire », dénoncée alors par le PCF pour ce qu'elle était, à savoir un démantèlement de l'entreprise de chemin de fer, fut pourtant maintenue et conso-

lidée par Jean-Claude Gaysot, devenu ministre PCF des Transports quelques mois plus tard.

Aujourd'hui, non seulement il n'est pas question de revenir en arrière, mais le successeur de Gaysot, Dominique Bussereau, est membre d'une officine dont l'objet est d'étudier les possibilités de libéraliser les moyens de transport. Ce monsieur siège également au conseil d'administration du Réseau Ferré de France. Autant dire que le fait d'être un « établissement public de l'Etat » n'est pas une garantie contre une éventuelle privatisation, ne serait-ce que partielle, de RFF comme de la SNCF, pour peu que des capitalistes y discernent des perspectives de juteux profits et que la peur des réactions de l'ensemble des travailleurs du rail n'arrêtent pas les gouvernants dans leur hâte à privatiser tout ce qui peut l'être.

L.P.

LE PARTI DES TRAVAILLEURS ET LA « GRILLE DES NUANCES POLITIQUES » DE SARKOZY

Le Parti des Travailleurs et son secrétaire et candidat à l'élection présidentielle, Daniel Gluckstein, ont contesté, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur Sarkozy, la « grille des nuances politiques » prévue par celui-ci pour les prochaines élections législatives.

En effet, écrit-il, « cette grille fait disparaître le Parti des Travailleurs en le classant à l'intérieur d'une rubrique dite « extrême-gauche », dont nous ne faisons nullement partie, aux côtés de mouvements tels que les Motivé-e-s ou les Alternatifs, mouvements avec lesquels nous n'avons rien de commun, pas plus qu'avec les 21 autres catégories de cette grille ». Il demande « que cette grille soit immédiatement modifiée pour faire apparaître – au même titre que les autres partis – le Parti des Travailleurs » (...) « d'autant plus que certaines préfectures classent d'autorité nos candidats et que ceux-ci se sont vu refuser d'être inscrits dans une rubrique PT "qui n'existe pas" ».

Le Parti des Travailleurs proteste, annonce qu'il n'en restera pas là, et on le comprend. En effet, la réponse de Sarkozy a été que cette grille « à vocation technique » a seulement pour but « de permettre la centralisation des résultats des élections par le ministère de l'Intérieur » et « ne peut comporter l'ensemble des partis politiques français ». Ce qui revient à reconnaître que le ministère de l'Intérieur s'arroge le droit de publier les résultats des élections en les interprétant à sa façon !

LUTTE DE CLASSE N° 65 (mai-juin 2002)

Au sommaire

L'élection présidentielle 21 avril - 5 mai 2002

• **Après les deux tours de l'élection présidentielle**

Un échange de correspondance entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire

Tribune de la minorité : l'extrême gauche devant ses choix

• **Documents**

• **Résultats**

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

Allemagne

UN ACCORD QUI N'ÉGRATIGNE MÊME PAS LES PROFITS PATRONAUX

En Allemagne, comme cela était hautement prévisible, les dirigeants de l'IG Metall, le syndicat de la métallurgie, ont mis fin le 15 mai, à la grève engagée pour une augmentation des salaires dans ce secteur (voir LO n° 1 764). Un accord a été signé le jour même de la reprise des négociations avec le patronat, qui avaient été interrompues le 19 avril. Il porte sur une augmentation des salaires de 4 % à partir du 1^{er} juin 2002, et de 3,1 % à partir de juin 2003.

Cet accord devrait être validé par un vote des adhérents prévu les 21 et 22 mai.

Car les dirigeants syndicaux mettent désormais tout le poids de leur appareil pour obtenir une majorité. Et même si un certain nombre de travailleurs espéraient obtenir plus, ils ne voient pas comment continuer la grève avec une direction qui l'a arrêtée avant même de l'avoir réellement lancée.

Valable pour l'Etat du Bade-Wurtemberg l'accord salarial servira comme d'habitude de référence et sera, peu ou prou, étendu aux autres régions du pays.

Ainsi, au terme d'un processus de plus de six mois, qui a vu l'IG Metall entamer de longues négociations avec le patronat, faire semblant de taper du poing sur la table en mettant en avant la revendication de 6,5 % (sur

un an), organiser d'abord des débrayages « d'avertissement », puis des grèves tournantes, la direction syndicale a fini par signer un accord au niveau exact (4 %)... que toute la presse allemande présentait depuis des semaines comme celui qu'elle était prête à accepter.

Aujourd'hui les dirigeants de l'IG Metall affichent leur satisfaction. Berthold Huber, qui a mené les négociations pour le syndicat, a déclaré : « Notre grève civilisée a montré son efficacité ». Cela dépend du point de vue où l'on se place. Pour les travailleurs de la métallurgie, auxquels on a fait jouer le rôle de figurants dans cette mise en scène pour obtenir... seulement 0,7 % de plus que ce qui a été obtenu par

le syndicat de la chimie quelques semaines auparavant, sans même la menace d'une grève, on peut parler d'un véritable leurre.

Du point de vue du patronat, en revanche, qui parle déjà de procéder à une nouvelle vague de « rationalisation », pour récupérer ce qu'il a été obligé de « céder », l'efficacité est nettement plus évidente. Car il a obtenu, en contrepartie d'un rattrapage salarial minime, la paix sociale pour 22 mois, avec la garantie que les dirigeants syndicaux se chargeront de la faire respecter. Ainsi qu'une clause qui permettra aux entreprises en « difficulté » de ne même pas appliquer l'accord !

Henri MARNIER

Occident « terre d'asile » ?

LE MIRAGE ET SES BARBELÉS

C'est à l'occasion d'un match de football que des bagarres auraient éclaté et fait de nombreux blessés parmi des réfugiés du camp de Sangatte, près du tunnel sous la Manche, vendredi 17 mai. La presse a évoqué, à ce sujet, le rôle qu'auraient joué des mafias dressant des groupes les uns contre les autres.

C'est possible. Mais ce qui est certain, c'est que les conditions dans lesquelles on entasse ces réfugiés – ils sont plus de 1300 dans un camp prévu pour 800 personnes, nombre qui augmente de plusieurs dizaines chaque jour – et le sort auquel on les condamne ne peuvent que jeter ces réfugiés dans le désespoir. Car ce sont des gens qui ont fui la guerre, des dictatures, la misère (en Irak, en Afghanistan notamment). Des gens qui ont déjà tout quitté, ne gardant que l'espoir de trouver une vie meilleure en Europe occidentale, mais où nombre d'entre eux trouvent la mort en tentant de gagner l'Angleterre,

puisque, de ce côté-ci de la Manche, on leur refuse le droit d'avoir un travail, de s'installer, bref de vivre.

Déjà, pas moins de 400 gardes-mobiles et CRS surveillent en permanence les installations du port voisin et le site d'Euro-tunnel pour en interdire l'accès. La SNCF a débloqué plusieurs millions d'euros pour enclore de barbelés son terminal et y installer des caméras de surveillance. En juin, ce sont 7,5 millions d'euros supplémentaires qu'on va débloquer pour rendre ces sites encore plus impénétrables aux réfugiés. Et, depuis les derniers incidents, un escadron de gendarmerie est venu renforcer les forces policières sur place.

L'Angleterre – que cherchent à gagner les réfugiés rackettés par des mafias de passeurs – ne cesse de réclamer la fermeture du centre de Sangatte. Le Premier ministre britannique, le « socialiste » Blair, vient d'annoncer que, lors du sommet de l'Union européenne qui se tiendra à Séville les 21-22 juin prochains, il réclamerait que ses

homologues européens mettent comme premier point à l'ordre du jour la question du renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine. Blair a également demandé que l'Union européenne adopte de nouveaux moyens de rétorsion économique et financière contre les pays – parmi les plus pauvres au monde – d'où viennent ces immigrés s'ils ne faisaient pas tout pour les reprendre. A Séville, Blair et ses pareils trouveront aussi peut-être le temps d'aller faire un saut sur la côte, histoire d'y admirer les murs, tours de surveillance, radars et autres installations que l'Espagne d'Aznar y a installé pour s'opposer aux malheureux venus du Maghreb ou d'Afrique noire qui tentent de franchir le détroit sur des embarcations de fortune.

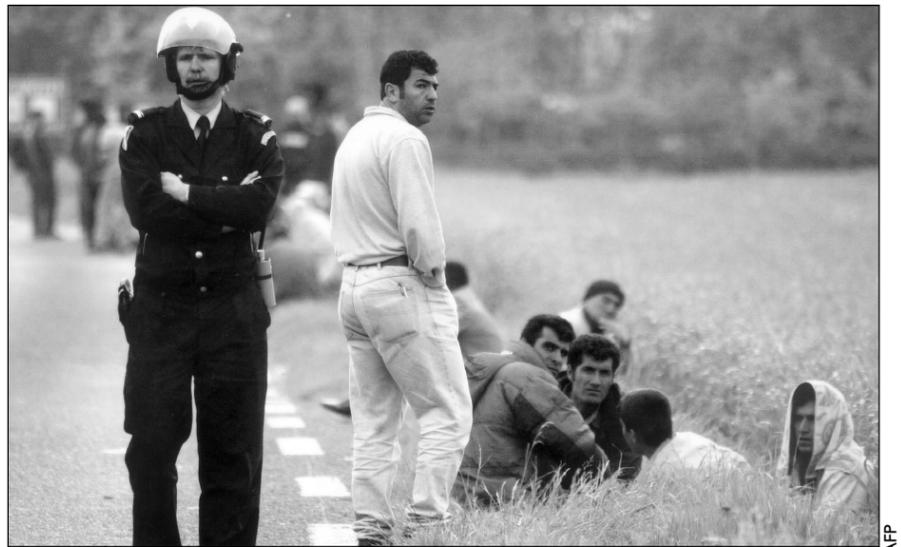
Evidemment, tous ces miradors, ces barbelés dont l'Europe se hérisse ne peuvent dissuader ceux qui n'ont plus rien à perdre, sauf leur vie. Ces obstacles supplémentaires ne font qu'alourdir le prix dont ils payent leurs tentatives et le

nombre de ceux que l'on retrouve noyés sur les plages du sud de l'Espagne, que les trains écrasent dans le tunnel entre la France et l'Angleterre ou qui périssent de froid dans les Alpes en cherchant à échapper aux patrouilles.

Cela, les Blair, Chirac, Schröder, Aznar et consorts le savent. Ils sont même bien placés pour savoir que le pillage de la planète par une poignée d'Etats nantis, dont ceux qu'ils dirigent, est directement responsable de la misère, de l'oppression qui règnent partout ailleurs et qui poussent ceux qui en sont victimes à tenter d'y échapper en gagnant ce havre de paix et de prospérité relatives qu'est l'Europe de l'Ouest.

Cela n'empêche pas ces dirigeants de ces nations que l'on dit grandes et civilisées, pour des raisons de politique intérieure, de tenter de détourner les critiques de leur opinion publique sur plus pauvres qu'elle en jouant du nationalisme, de la xénophobie, voire du racisme.

P.L.



Tunisie

UN RÉFÉRENDUM, UNE DICTATURE ET DES PROFITS

En Tunisie, le référendum du dimanche 26 mai devrait permettre de retailer la Constitution sur mesure pour prolonger le règne de Ben Ali.

Prévoyant, Ben Ali, soixante-cinq ans, qui achèvera son troisième mandat présidentiel en 2004, s'est fait désigner officiellement par son parti, dès septembre dernier, comme candidat. Il vient d'obtenir du Parlement un changement de Constitution de façon à ce qu'il puisse briguer encore deux mandats, et c'est cette version revue et corrigée qu'il demande aux électeurs d'approuver par référendum.

Assurance complémentaire pour un président élu avec 99 % des voix, le nouveau texte devrait lui assurer une immunité à vie. La boucle serait ainsi bouclée pour Ben Ali, le même qui, en 1987, avait destitué son prédécesseur Bourguiba, pour « sénilité » en abrogeant la présidence à vie.

Le changement de Constitution prévoit également l'instauration d'un scrutin à deux tours pour la Présidentielle et la création d'une Chambre de

conseillers qui permettrait, entre autres, de donner un poste à certains dirigeants syndicaux (en compagnie de ceux du patronat) et d'amis du président qui, à eux seuls, constitueraient la moitié de cette nouvelle Chambre.

Pour faire admirer ce changement de façade, Ben Ali avait souhaité la présence d'observateurs étrangers. Mais visiblement même l'envoyé spécial du Monde, coauteur du livre *Notre ami Ben Ali : l'envers du miracle tunisien*, était de trop, et il a été refoulé. Ce quotidien s'était pourtant autocensuré en septembre dernier (selon *L'Humanité*) en ne publiant pas une interview du dirigeant du Parti Communiste Ouvrier Tunisien, Hamma Hammami. Condamné à 9 ans et 3 mois d'emprisonnement, celui-ci vivait à l'époque dans la clandestinité. En février dernier, alors qu'il tentait de revivre au grand jour, il a été arrêté par la police au sein même du tribunal et enfermé dans des conditions inhumaines.

L'emprisonnement des opposants, l'intimidation de leurs proches, les tortures sont

monnaie courante en Tunisie. Cela n'empêche pas le parti gouvernemental de faire partie de l'Internationale socialiste, et le régime de Ben Ali de bénéficier d'un large soutien parmi les politiciens français, de Séguin (RPR) à Delanoë (PS) en passant par Chevènement.

Ce dernier, juste avant d'aller verser une larme sur le sort des pays pauvres au Brésil, avait effectué le 7 janvier dernier une visite à Ben Ali, le complimentant pour « l'oasis de stabilité » que représente, selon lui, le régime. Il faut dire que les relations privilégiées des dirigeants français avec le régime tunisien ne sont pas seulement platoniques. Bien des entreprises françaises, notamment des entreprises textiles ou d'autres, comme Syléa, filiale de l'équipementier automobile Valeo, sont installées là-bas pour profiter des bas salaires que la dictature en Tunisie contribue à maintenir.

Jean SANDAY

TOTALFINAELF ET LA DICTATURE BIRMANE

En Birmanie, l'opposante Aung San Suu Kyi, assignée à résidence de 1989 à 1995, puis à nouveau à partir de septembre 2000, vient d'être libérée. Son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, avait remporté une victoire à des élections législatives en mai 1990, que la junte militaire au pouvoir refuse de reconnaître. D'ailleurs, le Parlement ne s'est jamais réuni.

À l'occasion de sa libération, un petit coup de projecteur médiatique s'est porté sur la dictature qui règne dans cette ancienne colonie anglaise, et qui emprisonne des milliers d'opposants. Mais pas au point de mettre en lumière les liens de la dictature avec TotalFinaElf.

Aung San Suu Kyi déclarait à ce propos en 1995 que la firme française Total était devenue le plus fort soutien du système militaire birman. Des réfugiés birmans ont porté plainte devant un tribunal belge contre le PDG de TotalFinaElf, Thierry Desmarest, et contre l'ancien directeur de l'exploitation en Birmanie pour « complicité de crimes contre l'humanité ».

Total est le premier investis-

destinée à acheminer hommes de troupe et matériel militaire dans la zone du gazoduc.

L'acte d'accusation qui vient d'être porté devant un tribunal belge met en cause directement Total dans la répression. Il indique que des « bataillons Total », chargés d'assurer la sécurité du gazoduc, ont pratiqué des tortures, des déportations et des exécutions sommaires. La plainte précise que des hélicoptères de la compagnie ont été utilisés pour des transports de troupes et de munitions tandis que, sous l'appellation de « consultants en sécurité », des mercenaires ont été engagés par Total pour appuyer l'armée birmane dans la « sécurisation du site ». S'appuyant sur 77 témoignages de réfugiés birmans, l'accusation fait état de « travail forcé massif, y compris d'enfants, utilisé par les bataillons Total (...) au moins jusqu'en juin 2001 ». L'accusation ajoute, ce qui crédibilise l'accusation, que Total a indemnisé « discrètement » 463 victimes.

La direction de la société pétrolière nie en bloc les accusations portées contre elle, les qualifiant d'« inimaginables ». Déjà, lors d'une assemblée des actionnaires à Paris en mai 2000, Thierry Desmarest avait déclaré : « Nous ne faisons pas de politique et nous n'intervenons pas



Le 26 mai

MANIFESTONS CONTRE BUSH

George W. Bush a commencé, mercredi 22 mai, une « tournée européenne ». L'objectif est de resserrer quelque peu les liens avec les dirigeants du continent européen, peu enthousiastes à porter leur soutien à la croisade de Bush contre le « mal », croisade qui pourrait l'entraîner à frapper à nouveau l'Irak.

Cette tournée va donc le conduire à Berlin, où il a été conquis dès le premier jour par des manifestants, puis à Moscou où il devrait signer un énième accord de désarme-

ment, censé réduire l'arsenal nucléaire des Russes et des Américains d'ici 2012 (à ce terme, il ne devrait rester « que » 1700 à 2200 têtes nucléaires). Cela n'empêche pas Bush d'avoir obtenu du Congrès américain, sous prétexte de lutte antiterroriste, une augmentation sans précédent du budget de la Défense, avec la poursuite des projets de fabrication d'« antimissiles ». En même temps, il affiche une certaine banalisation de l'usage de l'arme atomique et l'armée américaine continue

son offensive en Afghanistan, en rêvant de s'en prendre à Bagdad.

Bush sera le 26 mai à Paris et le 27 à Caen, au mémorial des soldats américains morts en juin 1944.

Des manifestations sont prévues, le 26 mai, dans différentes villes, dont Paris et Caen.

Lutte Ouvrière appelle ses amis, sympathisants et lecteurs à y participer.

À PARIS
dimanche 26 mai
15 heures
Place de la République

seur étranger en Birmanie. En 1992, quatre ans après un bain de sang par lequel la dictature birmane avait écrasé un soulèvement populaire, Total avait signé avec la junte militaire un contrat d'exploitation du gisement gazier de Yadana, dans la mer d'Andaman, au sud de la Birmanie. La compagnie pétrolière avait pour partenaire une société d'Etat birmane. C'est l'armée birmane qui a contrôlé la construction du gazoduc, les 300 kilomètres de sa partie sous-marine comme son tronçon terrestre qui s'étend sur 345 kilomètres.

En 1999, une mission parlementaire française déclarait que « les militaires ont eu recours au travail forcé, au déplacement de population et en ont profité pour nettoyer une zone d'insurrection ». Depuis des décennies, en effet, des minorités ethniques mènent une lutte à mort contre les pillages organisés par les militaires. Selon un rapport de la minorité Mon à l'étranger, au moins 30 000 habitants ont été déplacés de force et 15 000 contraints de s'enrôler pour construire une voie de chemin de fer

dans les affaires intérieures birmanes ». Et il ajoutait : « Il n'est nullement dans les intentions de Total de se retirer de la Birmanie, nous y créons des écoles, des dispensaires, nous aidons l'artisanat dans la zone où nous opérons ».

Ce genre de plaidoyer n'est pas nouveau. Du temps de la colonisation, quand les travailleurs d'Indochine laissaient leur vie sur les plantations d'hévéas de Michelin, quand les Africains, enrôlés de force pour la construction de la ligne « Congo-Océan », laissaient autant de morts qu'il y a de traverses de chemin de fer, on enseignait aux enfants la prétendue œuvre civilisatrice de l'Empire français qui créait écoles et dispensaires.

Mais évidemment, toute ressemblance ou lien entre la barbarie coloniale d'il y a quelques décennies et les agissements d'une société pétrolière d'aujourd'hui serait « inimaginable ». Mieux vaudrait dire inavouable.

Jean SANDAY